



Conseil économique et social

Distr. limitée
23 février 2000
Français
Original : anglais

**Commission de la condition de la femme,
constituée en comité préparatoire
de la session extraordinaire de l'Assemblée générale
intitulée «Les femmes en l'an 2000 :
égalité entre les sexes, développement et paix
pour le XXI^e siècle»**

Troisième session

3-17 mars 2000

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

**Préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale
intitulée «Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle»**

Nouvelles mesures et initiatives pour la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing

Projet de rapport soumis par la Présidente du comité préparatoire

I. Introduction

1. Les gouvernements réunis pour la session extraordinaire de l'Assemblée générale ont renouvelé leur attachement aux buts et objectifs inscrits dans la Déclaration et le Programme d'action adoptés lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing en 1995. Ils ont également examiné et évalué les progrès réalisés dans l'exécution du Programme d'action, identifié les défis à venir et les tendances défavorables à l'application intégrale du Programme et défini les mesures et initiatives qui doivent encore être prises [Union européenne : à l'échelon mondial, national et local pour accélérer l'application du Programme d'action] pour que les engagements en faveur de l'égalité entre les sexes, du développement et de la paix soient pleinement tenus [Turquie : et appliqués

grâce à la conclusion d'alliances avec les groupes de la société civile y compris avec les organisations non gouvernementales (ONG) et les groupes de femmes en particulier].

[Groupe des 77 : variante : Le Programme d'action de Beijing adopté lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tel qu'il figure dans le rapport de la Conférence, et tel qu'il a été adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 50/42 du 8 décembre 1995, vise à renforcer le pouvoir d'action des femmes. L'objectif du Programme d'action qui est pleinement conforme aux buts et principes de la Charte des Nations Unies est d'assurer aux femmes et aux filles l'égalité des droits et des chances ainsi que le même accès aux ressources et le partage égal des responsabilités familiales entre l'homme et la femme, l'existence d'un partenariat harmonieux entre eux revêtant une importance critique pour le bien-être de la famille,

* E/CN.6/2000/PC/1.

ainsi que la promotion de la paix et du développement à tous les niveaux.]

[JUSCANZ¹ : variante : Les gouvernements réunis pour la session extraordinaire de l'Assemblée générale ont également réaffirmé dans la Déclaration politique leur attachement aux buts et objectifs inscrits dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing². Ils ont examiné et évalué les progrès réalisés dans l'exécution du Programme d'action, identifié les défis à venir et les tendances défavorables à l'application intégrale du Programme d'action. Ils ont reconnu que les objectifs définis et les engagements pris n'ont pas été pleinement appliqués et tenus et défini les mesures et initiatives qui doivent encore être prises pour que les engagements en faveur de l'égalité entre les sexes, du développement et de la paix soient pleinement tenus.]

2. [Groupe des 77 : supprimer : Depuis 1996, la Commission de la condition de la femme fait régulièrement le point sur les progrès accomplis dans les 12 domaines critiques et définit de nouvelles initiatives propres à accélérer le mouvement. Tout comme le Programme d'action, ces initiatives restent la clef de voûte des engagements pris envers les femmes du monde entier et des éléments essentiels pour que l'égalité entre les sexes, le développement et la paix deviennent des réalités au XXI^e siècle.] [Groupe des 77 : Le Programme d'action de Beijing définit 12 domaines critiques appelant l'adoption de mesures prioritaires visant à assurer la promotion et le renforcement du pouvoir d'action des femmes en éliminant toutes les pratiques discriminatoires à l'égard des femmes qui les empêchent d'avoir accès sur un pied d'égalité aux ressources productives et d'assurer leur indépendance économique.]

[JUSCANZ : variante : L'application dynamique de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing exige l'adoption d'une double stratégie en intégrant une perspective sexospécifique dans toutes les légis-

lations, politiques et mesures ainsi que dans tous les programmes visant expressément les femmes et les filles. Il est essentiel que toutes analyses et politiques sexospécifiques respectent la diversité des expériences des femmes et l'apprécient et reconnaissent le fait que les femmes se heurtent à des obstacles liés à des facteurs tels que la race, l'âge, la langue, l'origine ethnique, la culture, la religion ou l'incapacité en raison de leur statut d'autochtone ou de tout autre statut. Il est essentiel de collaborer avec la société civile pour atteindre les objectifs du Programme d'action. Les hommes doivent participer activement à la promotion de l'égalité entre les sexes. Les efforts visant à assurer l'égalité des droits doivent être fondés sur la reconnaissance des droits fondamentaux des femmes et des filles qui font inaliénablement et intégralement partie des droits de l'homme universels et sur le fait que le renforcement du pouvoir d'action des femmes et leur pleine participation sont essentiels pour assurer l'égalité des sexes, le développement et la paix.]

3. [Groupe des 77 supprimer : L'application dynamique de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing exige l'adoption d'une démarche intégrée associant [Union européenne : qui intègre les préoccupations des femmes et renforce le pouvoir d'action des femmes à tous les niveaux, en associant] choix politiques, mesures législatives [Turquie : respect des engagements pris] et actions concrètes [Turquie : qui encouragent l'égalité entre les sexes et le renforcement du pouvoir d'action des femmes dans tous les domaines], autant d'éléments qui doivent être sous-tendus par des structures institutionnelles, des données adéquates, des objectifs précis, des mécanismes de suivi et des ressources suffisantes [Union européenne : et la mise en place de mécanismes de consultation et de partenariats avec les ONG et les autres institutions de la société civile.]

[Groupe des 77 : variante : Les États sont responsables au premier chef de l'application intégrale du Programme d'action ainsi que des autres mesures et initiatives énoncées dans ces documents. La Commission de la condition de la femme a réexaminé les progrès accomplis dans chacun des 12 domaines critiques et adopté les conclusions et recommandations convenues depuis 1996 aux fins de leur application accélérée. Ces conclusions et recommandations convenues constituent le fondement de nouveaux progrès et des engagements pris envers les

¹ JUSCANZ comprend l'Australie, le Canada, les États-Unis d'Amérique, l'Islande, le Japon, le Liechtenstein, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et la Suisse.

² JUSCANZ : Note se rapportant aux divers apports pour le processus d'examen (rapports ou conclusions convenues des réunions régionales, rapports du Secrétaire général sur l'examen et l'évaluation de la mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing (E/CN.6/2000/PC/2).

femmes du monde entier pour que l'égalité entre les sexes, le développement et la paix deviennent des réalités au XXI^e siècle.]

[JUSCANZ : variante : Il importe d'intensifier les efforts et les mesures prises aux fins de l'application intégrale des Stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme de Nairobi et du Programme d'action de Beijing. Les mesures prises pour assurer l'égalité des sexes doivent être soutenues par des structures institutionnelles, des données adéquates, des objectifs précis et des mécanismes de suivi ainsi que par des ressources suffisantes. La volonté politique et les engagements pris sont des éléments essentiels pour que l'égalité entre les sexes, le développement et la paix deviennent des réalités.]

[Groupe des 77 : nouveau paragraphe 3 bis : L'application dynamique de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing exige l'adoption d'une démarche intégrée et équilibrée associant choix politiques, mesures législatives et actions concrètes aux fins tant du développement que de l'égalité des sexes. Ces éléments doivent être soutenus par des structures institutionnelles, des ressources suffisantes, des données adéquates, des objectifs précis, la responsabilité nationale et le suivi.]

[Groupe des 77 : nouveau paragraphe 3 ter : le Programme d'action, qui est pleinement conforme aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et du droit international, a pour objectif le renforcement du pouvoir d'action de toutes les femmes. Il est essentiel, pour atteindre cet objectif, que toutes les femmes jouissent pleinement de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales. S'il convient de ne pas perdre de vue l'importance des particularismes nationaux et régionaux et la diversité historique, culturelle et religieuse, il est du devoir des États quel qu'en soit le système politique, économique et culturel de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales. La mise en oeuvre du Programme d'action, y compris dans le cadre de la législation des différents États et grâce à l'élaboration de stratégies, politiques, programmes et priorités de développement, relève de la responsabilité souveraine de chaque État, agissant dans le respect de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales, et la prise en compte et le strict respect des diverses valeurs religieuses et éthiques du patrimoine culturel

et des convictions philosophiques des individus et de leur communauté devraient aider les femmes à jouir pleinement de leurs droits fondamentaux afin de parvenir à l'égalité, au développement et à la paix (par. 9 du Programme d'action).]

[Groupe des 77 : nouveau paragraphe 3 quater (par. 1 ci-dessus modifié) : Les gouvernements réunis pour la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale ont renouvelé leur attachement aux buts et objectifs inscrits dans la Déclaration et le Programme d'action adoptés lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing en 1995. Ils ont examiné et évalué les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action, identifié les obstacles ainsi que les défis et tendances actuelles défavorables à l'application intégrale du Programme d'action et défini de nouvelles mesures et initiatives visant à concrétiser les engagements pris, pour atteindre les objectifs en faveur des femmes en l'an 2000 pour que l'égalité entre les sexes, le développement et la paix deviennent des réalités au XXI^e siècle.]

II. Bilan de l'application des 12 domaines critiques du Programme d'action de Beijing

[Union européenne : Le bilan de l'application doit être fonction des engagements pris aux termes du Programme d'action et de ses 12 domaines critiques, c'est-à-dire que les mesures prises et les résultats obtenus dont les rapports nationaux ainsi que les rapports du Secrétaire général] et d'autres sources pertinentes font état doivent être examinés. Il ressort de ce bilan que, tout en constatant que des progrès importants ont été accomplis, des obstacles doivent être surmontés et de nouvelles mesures doivent être prises pour atteindre les objectifs et concrétiser les engagements de Beijing. La récapitulation des réalisations et des obstacles persistants ou nouveaux peut donc constituer un cadre général pour la définition des mesures et initiatives qui doivent encore être prises pour accélérer l'application intégrale du Programme d'action à tous les niveaux et dans tous les domaines.]

[Canada : En 1999, les gouvernements ont fait rapport sur les mesures prises dans les 12 domaines critiques du Programme d'action de Beijing. Depuis

la Conférence de Beijing, les expériences des pays ont été diverses; cette section met en évidence les principales questions importantes pour tous les pays.]

A. Les femmes et la pauvreté

4. Réalisations : [Union européenne supprimer : La reconnaissance des dimensions sexospécifiques de la pauvreté [Canada : en particulier des conséquences particulières de la pauvreté pour les femmes,] et les efforts déployés pour intégrer des critères de sexe dans les politiques et les programmes continuent à gagner du terrain.] [Union européenne : La prise de conscience du fait que l'égalité entre les sexes est une condition préliminaire de l'éradication de la pauvreté constitue un progrès indéniable; et des efforts ont été faits pour intégrer systématiquement des critères de sexe dans les politiques et programmes de lutte contre la pauvreté.] L'approche différenciée continue à gagner du terrain, qu'il s'agisse de la promotion de l'emploi et du travail rémunéré des femmes ou de l'accès aux services sociaux de base, notamment à l'éducation et aux soins de santé. [Saint-Siège : On a mis en œuvre des politiques et programmes visant à aider la famille à s'acquitter des fonctions qui lui incombent dans la société et aux fins du développement.] La stratégie du [Union européenne supprimer : microcrédit] [Union européenne : microfinancement] s'est révélée un excellent outil d'émancipation économique pour les femmes. [Canada supprimer : Les familles dirigées par une femme ont été davantage prises en compte dans les politiques sociales.] [Canada : On a davantage pris en compte les besoins particuliers des familles dirigées par une femme lors de l'élaboration des politiques.] [Canada supprimer : Les recherches et la mise au point de nouveaux outils d'analyse théorique par sexe ont fait progresser la connaissance globale de la situation des femmes et de la question de la pauvreté.] [Canada : Les recherches nous ont permis de mieux comprendre les répercussions différentes de la pauvreté sur les hommes et sur les femmes, notamment le rapport existant entre travail rémunéré et travail non rémunéré, et de nouveaux outils ont été mis au point pour affiner ces analyses.]

5. Obstacles : L'inégalité économique entre les hommes et les femmes s'est accentuée sous

l'influence d'un certain nombre de facteurs – [Saint-Siège : non-respect des engagements pris en matière d'aide au développement], inégalité des revenus, chômage, paupérisation des groupes les plus [Union européenne supprimer : vulnérables] [Union européenne : marginaux]. [Union européenne/Canada/Saint-Siège supprimer : particulièrement les femmes pauvres et les femmes rurales] [Canada : notamment les femmes rurales, les mères célibataires, les femmes autochtones, les immigrantes et les réfugiées, les handicapées et les femmes âgées.] [Saint-Siège : en particulier les femmes rurales, les réfugiées, les immigrantes et les femmes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.] [Canada supprimer : Le fardeau de la dette, les dépenses militaires,] [Union européenne : les conflits nationaux et ethniques] [Saint-Siège : les sanctions, l'occupation étrangère] et la diminution de l'aide au développement [Union européenne : ainsi qu'un manque d'efficacité dans l'utilisation des ressources] font échec aux programmes nationaux de lutte contre la pauvreté. [Turquie : Le fardeau de plus en plus lourd que représentent pour les femmes la non-rémunération de leur travail et de leurs activités productives, la non-adoption des mesures législatives nécessaires et donc l'absence d'initiatives positives et de politiques de protection sociale visant à remédier à la ségrégation des femmes et à redresser les inégalités de rémunération fondées sur le sexe sur le marché du travail.] [Union européenne : Les inégalités de rémunération et la ségrégation des femmes sur le marché du travail et] [Turquie : Les disparités entre hommes et femmes et le partage inégal du pouvoir économique entre les deux sexes et] L'inégalité d'accès au capital, aux ressources et au marché du travail [Union européenne/Turquie : et le déséquilibre entre hommes et femmes pour ce qui est de la maîtrise de ces différents éléments] ainsi que certaines pratiques socioculturelles [Canada : et la répartition inégale du travail non rémunéré entre les deux sexes] freinent le progrès économique des femmes et ne font qu'aggraver la féminisation de la pauvreté. [Canada supprimer : Les programmes d'ajustement structurels sont souvent synonymes de diminution des budgets des services sociaux de base, y compris l'éducation et la santé, ce qui se traduit par une augmentation des taux d'analphabétisme et de mortalité maternelle parmi les femmes pauvres.] [Canada : Dans certains cas, les mesures d'ajustement structurel ont entraîné des coupes dans les budgets

des services sociaux de base, notamment l'éducation et la santé, ralentissant les efforts déployés pour améliorer le taux d'alphabétisation des femmes et élargir l'accès de ces dernières aux services de santé.] [Union européenne : L'absence d'indicateurs de la féminisation de la pauvreté adéquats et] [Canada supprimer : L'absence d'analyses et de données ventilées par sexe et par âge empêche toute évaluation exacte du travail non rémunéré effectué par les femmes] [Union européenne : et l'élaboration de programmes de lutte contre la pauvreté sexospécifiques efficaces. La rémunération inadéquate du travail social, généralement effectué par des femmes, et le recours à des systèmes de sécurité sociale dans lesquels la prestation est fonction du revenu ont pour effet de féminiser la pauvreté.] [Canada : La lutte contre la pauvreté se heurte à la dévalorisation persistante du travail non rémunéré ainsi qu'au manque de données et d'analyses sur lesquelles fonder l'élaboration de nouvelles politiques. Les conflits armés se multiplient dans les régions les plus pauvres du monde, entraînant par ricochet un nombre anormalement élevé de familles en état de pauvreté dirigées par une femme.]

B. Éducation et formation des femmes

6. **Réalisations :** Un certain nombre d'avancées ont été réalisés en matière d'éducation et de formation des fillettes et des jeunes filles, [Canada supprimer : notamment] dans les pays où s'est manifestée une véritable volonté politique associée à des moyens suffisants. Des mesures ont été prises un peu partout dans le monde pour mettre sur pied des systèmes d'enseignement alternatifs [Canada : tenant compte de la culture locale] en faveur des [Canada : femmes,] fillettes et jeunes filles des communautés autochtones et autres groupes [Union européenne supprimer : défavorisés] [Union européenne : marginaux], pour encourager les jeunes filles à choisir des filières d'études [Canada supprimer : non classiques] [Canada : non traditionnelles], et pour éliminer les préjugés sexistes du secteur de l'éducation.

7. **Obstacles :** [Union européenne : Dans nombre de pays, des obstacles économiques, sociaux et culturels aux niveaux local et national font que le taux de scolarisation des filles reste inférieur à celui des garçons.] Un certain nombre de facteurs sont venus entraver les efforts déployés pour [Canada : faire

reculer l'analphabétisme parmi les] [Canada : promouvoir l'alphabétisation des] femmes et favoriser l'accès des femmes et des fillettes à tous les niveaux et types d'éducation : [Canada/Saint-Siège : l'absence de volonté politique et] le manque de ressources, qui [Canada/Saint-Siège supprimer : [Canada/Saint-Siège : ont] compromis l'amélioration des infrastructures scolaires et les réformes de l'enseignement; la persistance des préjugés et discriminations sexistes [Union européenne : notamment en ce qui concerne la formation des enseignants] [Canada : notamment au niveau national] et de la division stéréotypée des rôles et professions dans les écoles, [Union européenne : établissements d'enseignement supérieur] et les collectivités; [Canada : l'absence de structures d'accueil pour les enfants;] [Union européenne : la pérennité des stéréotypes dans le matériel pédagogique;] la non-reconnaissance du lien qui existe entre la présence des femmes dans les établissements d'enseignement supérieur et le dynamisme du marché du travail. [Canada : Du fait de leur éloignement, certaines collectivités autochtones ont du mal à recruter et garder des enseignants de métier, ce qui peut avoir un effet préjudiciable sur la qualité de l'enseignement dispensé.]

C. Les femmes et la santé

8. **Réalisations :** [Union européenne : intérêt croissant porté à la santé de la femme en matière de procréation ainsi qu'à ses droits dans ce domaine et dans celui de la sexualité;] [Canada/Saint-Siège supprimer : diminution de la mortalité maternelle] [Saint-Siège : recul de la mortalité maternelle dans certains pays]; augmentation du taux d'utilisation [Union européenne : et meilleure connaissance] des [Union européenne supprimer : contraceptifs modernes] [Canada : contraceptifs modernes, notamment des contraceptifs d'urgence;] [Union européenne : méthodes de planification familiale; meilleure prise de conscience par les hommes à des responsabilités qui leur incombe en matière de planification de la famille]; [Canada/Union européenne supprimer : mise au point et mise à l'essai de contraceptifs masculins;] priorité accrue de la question de la contamination des femmes par [Union européenne : des maladies sexuellement transmissibles, notamment] le virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/sida); intégration de la perspective sexospécifique dans [Union européenne : les

questions de santé et] les activités scolaires [Canada : et physiques] à dimension sanitaire notamment en ce qui concerne la prévention du tabagisme et de la toxicomanie [Canada : et la lutte contre ces dépendances] et les programmes de désintoxication; meilleure prise en compte des [Canada supprimer : problèmes médicaux spécifiques des femmes âgées] [Canada : besoins des femmes tout au long de leur existence; sensibilisation au rôle de la femme en tant que principale responsable des soins de santé primaires au sein de la famille; meilleure représentation des femmes parmi les professionnels de la santé;] amélioration de la prévention et du traitement des maladies sexuellement transmissibles [Canada : notamment parmi les femmes et les filles]; attention plus soutenue à la santé mentale des femmes; [Union européenne : meilleure prise en compte des conditions sanitaires sur le lieu de travail et de considérations d'ordre environnemental] [Canada : réaffirmation des engagements pris par les gouvernements touchant la promotion de la santé et des droits de la femme en matière de procréation lors de l'examen quinquennal de la suite donnée à la Conférence internationale des Nations Unies sur la population et le développement par l'Assemblée générale, en juillet 1999.]

9. Obstacles : [Saint-Siège : Des maladies endémiques, transmissibles et chroniques, notamment le paludisme, la tuberculose et le VIH/sida continuent de faire de nombreuses victimes, en particulier parmi les femmes.] L'absence de suivi médical intégré des fillettes puis des femmes [Canada : et d'une conception globale de leur santé] tout au long de leur existence [Canada : ainsi que la méconnaissance du rôle des paramètres économiques et sociaux de la santé] [Canada supprimer : a] [Canada : ont] été [Canada supprimer : un facteur] [Canada : des facteurs] [Canada supprimer : défavorable] [Canada : défavorables], [Canada supprimer : aggravé] [Canada : aggravés] encore par le fait que les recherches et les technologies médicales [Canada supprimer : tiennent rarement compte des facteurs de sexe] [Canada : sont rarement sexospécifiques], [Union européenne : par exemple, en ce qui concerne les symptômes et manifestations cliniques; prise en compte insuffisante des différences entre hommes et femmes dans les campagnes d'information concernant la santé ou les services sanitaires destinés aux femmes dans bien des pays en développement;] absence de données ventilées par sexe et par âge et d'indicateurs [Canada suppri-

mer : commodés] [Canada : sexospécifiques]; [Canada : Les systèmes de soins de santé qui sont davantage axés sur le traitement des maladies que sur la préservation d'une santé optimale permettent en outre difficilement d'aborder la santé comme un tout.] [Saint-Siège : La pauvreté et] les pénuries de ressources financières et humaines, qui se sont encore aggravées avec la privatisation des services de santé, [Union européenne : dans certains cas,] ont eu un impact négatif sur la qualité des infrastructures et la prestation des services [Canada : ce qui a entraîné une réduction des services de santé et des carences dans la prise en compte de la santé des groupes de femmes les plus vulnérables, notamment les autochtones, les immigrantes et les réfugiées, les handicapées, les femmes en état de pauvreté et les femmes rurales.] [Union européenne : Il y a encore beaucoup à faire en matière de mise au point et de mise à l'essai de contraceptifs masculins.] De plus, la transposition des normes internationales dans les législations et programmes nationaux est restée limitée [Union européenne : en particulier, en ce qui concerne la santé en matière de sexualité et de procréation.] [Union européenne : L'accès des femmes à des services sanitaires et des informations touchant à la santé est encore barré par des obstacles et par un manque de communication entre hommes et femmes, en particulier lorsqu'il s'agit de prévention.] [Canada : Les taux de mortalité et morbidité maternelles et infantiles n'ont guère baissé. Les soins de santé sont souvent inadéquats ou inappropriés du fait de l'absence de travaux de recherche axés sur des groupes spécifiques de femmes, telles les autochtones, les femmes appartenant à des minorités ou les femmes âgées. Les femmes et filles autochtones continuent de se heurter à des problèmes de santé particuliers; elles ont notamment une espérance de vie courte et se ressentent davantage que les hommes de la dégradation de l'environnement. Les femmes continuent d'être exposées à des risques pour leur santé et leur sécurité du fait de leur travail et elles manquent souvent des informations et connaissances nécessaires pour évaluer les effets des facteurs d'ordre environnemental sur leur santé, y compris au sein de leur propre foyer. Elles ne disposent toujours pas des informations voulues en ce qui concerne la contraception et n'ont pas nécessairement accès à des contraceptifs ou à des services de santé en matière de sexualité et de procréation. Elles n'ont toujours

pas voix au chapitre à égalité avec les hommes en ce qui concerne leur vie sexuelle et demeurent les principales responsables de leur santé en matière de sexualité et de procréation. Dans bien des pays, les insuffisances persistantes de l'infrastructure sanitaire et des effectifs de santé et le manque de capitaux, encore aggravés par la restructuration du secteur de la santé, ont considérablement réduit l'accès des femmes aux services de santé; eu un effet préjudiciable sur la qualité des soins qui leur sont dispensés; fait obstacle notamment, à la réduction des taux de mortalité et de morbidité maternelles; à la prévention et au traitement des maladies sexuellement transmissibles, entre autres du VIH/sida; à la mise en place de services de planification familiale là où il n'en existe pas; au dépistage et au traitement du cancer du sein, du col de l'utérus et des ovaires. Les recherches en matière de contraceptifs que les femmes pourraient utiliser elles-mêmes pour prévenir les grossesses non désirées et les maladies sexuellement transmissibles, notamment le VIH/sida, demeurent insuffisantes, et l'accès à des contraceptifs comme le préservatif féminin et les bactéricides est toujours limité. Les femmes, notamment les jeunes femmes et les filles, continuent de se heurter à une discrimination fondée sur le sexe ou sur l'âge, ainsi qu'à d'autres problèmes socioculturels, qui leur barrent l'accès à des soins ainsi qu'à des informations et à des conseils dans le domaine de la santé, s'agissant en particulier de santé en matière de sexualité et de procréation et d'éducation sexuelle. Les services de santé accessibles aux femmes et aux filles réfugiées continuent d'être inadéquats et à pâtir d'un grave manque de ressources notamment en matière de sexualité et de procréation.]

D. La violence à l'égard des femmes

10. Réalisations. [Canada : Il est de mieux en mieux admis que la violence à l'égard des femmes et des filles n'est pas une affaire privée mais une question de respect des droits de l'homme. Les pays sont de plus en plus déterminés à prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et des filles. Ils ont amélioré leurs politiques et programmes et plusieurs reconnaissent la violence comme un délit, l'accent étant de plus en plus mis sur la nécessité de faire rendre des comptes aux responsables.] Les gouvernements ont modifié leurs politiques, mis en

place des comités interministériels et autres mécanismes, et émis des directives et protocoles [Union européenne : et lancé des programmes coordonnés et pluridisciplinaires] pour lutter contre la violence. Ils ont également légiféré pour protéger les femmes [Saint-Siège : et les filles] contre les diverses formes de violence – sévices sexuels, harcèlement, traite, entre autres – ou modifié les lois en vigueur dans le sens d'une protection accrue [Union européenne : et adopté des lois visant à poursuivre les auteurs]. [Canada : La communauté internationale commence à reconnaître que la violence à l'égard des femmes pose un grave problème en matière de santé. Le personnel de santé a un rôle important à jouer dans ce domaine.] [Union européenne : La recherche sur les causes profondes de la violence et] les services d'aide aux femmes battues (foyers d'hébergement, permanences téléphoniques [Turquie : qui sont essentiellement tenues par des organisations non gouvernementales et manquent de ressources], [Canada : services de santé d'urgence,] brigades de police spécialisées) se sont améliorés. [Canada : Dans certains cas, des programmes spéciaux ont été lancés pour lutter contre la violence dans les familles autochtones et pour enrayer l'alcoolisme et la toxicomanie.] Des programmes de formation ont été mis en place à l'intention des agents de la force publique, [Canada, supprimer : du personnel médical] [Canada : des agents de santé] et des travailleurs sociaux. Des programmes de formation des femmes et des campagnes de sensibilisation ont été organisés. [Union européenne : Les mouvements de femmes et les organisations non gouvernementales ont joué un rôle essentiel à cet égard grâce à des campagnes de sensibilisation, des pressions politiques et l'offre directe de services visant à protéger et rendre autonomes les femmes victimes de violences.] [Croatie : Les organismes publics et les organisations non gouvernementales ont collaboré avec succès dans le domaine de la prévention. Les organisations non gouvernementales de femmes, qui chaque jour s'occupent de femmes victimes de toutes sortes de violence, jouent un rôle essentiel.] [Canada, supprimer : L'action menée pour éliminer la mutilation génitale des femmes bénéficie d'un large soutien international, dont témoigne notamment la nomination par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) d'une ambassadrice spéciale sur cette question.] [Canada : De nombreux gouvernements ont entrepris de mettre fin à la mutilation génitale des

femmes par le biais de programmes d'éducation et de sensibilisation ainsi que par l'adoption de mesures législatives condamnant ces pratiques. Une ambassadrice spéciale, chargée de cette question, a été nommée par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).] [Canada : La recherche a permis d'acquérir de nouvelles connaissances sur les rôles respectifs des hommes et des femmes, et en particulier sur la masculinité, et sur la situation des enfants élevés dans des foyers où règne la violence.]

11. **Obstacles.** [Union européenne/Canada, **supprimer** : La méconnaissance des causes profondes de la violence à l'égard des femmes freine les progrès] [Union européenne : Le manque de stratégies efficaces s'attaquant aux causes profondes de la violence à l'égard des femmes freine les progrès. Il faudrait davantage de programmes consacrés aux auteurs de violences, qui mettent l'accent en particulier sur leur incapacité à régler pacifiquement les conflits.] [Canada : Si certaines causes profondes de la violence à l'égard des femmes et des filles ont été identifiées, comme par exemple les comportements socioculturels qui renforcent la subordination de la femme, les efforts visant à les éliminer ont peu progressé. Il manque une approche coordonnée et pluridisciplinaire qui ferait intervenir le système de santé, le lieu de travail, les médias, le système éducatif et la justice. La violence familiale, y compris la violence sexuelle entre conjoints, est encore considérée comme une affaire privée dans certains pays. Il faut faire prendre davantage conscience des conséquences de la violence familiale, des moyens de la prévenir et des droits des victimes.] La pénurie de statistiques sur les diverses formes de violence ne favorise pas [Canada, **supprimer** : non plus] l'adoption de politiques éclairées. [Saint-Siège **supprimer** : Les normes socioculturelles et les traditions] [Saint-Siège : La persistance de pratiques traditionnelles et de comportements dangereux] [Canada : et les inégalités économiques] accentuent encore la place subalterne des femmes dans la société [Canada : ce qui donne lieu à de nombreuses formes de violence, comme la mutilation génitale des femmes et les «crimes d'honneur»]. Bien que les mentalités commencent à évoluer, la justice de beaucoup de pays, et notamment la justice pénale, ne réprime guère les violences exercées contre les femmes, et les stratégies de prévention restent fragmentaires et sont essentiellement réactives. [Canada : Le manque de travaux de recherche, de politiques et de programmes appropriés

concernant les groupes de femmes particulièrement vulnérables, notamment les femmes autochtones, les immigrantes, les réfugiées et les handicapées, a conduit à une surreprésentation de ces femmes parmi les victimes d'actes de violence.]

E. Les femmes et les conflits armés

12. **Réalisations.** [Union européenne, **supprimer** : Le Statut et le Règlement du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, du Tribunal pénal international pour le Rwanda et de la Cour pénale internationale (adoptés en 1998)] [Union européenne/Canada : Adoptés en 1998, le Statut et le Règlement du Tribunal pénal international pour le Rwanda, du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et le Statut de la Cour pénale internationale] [Canada, **supprimer** : contiennent des principes en matière de poursuites qui intègrent la dimension hommes-femmes.] [Canada : reconnaissent un certain nombre d'actes sexuels et actes de violence commis contre des femmes lors de conflits armés comme figurant parmi les crimes les plus graves en droit international. Ils reconnaissent aussi qu'il est nécessaire de mettre en place des procédures et des méthodes spécifiques applicables aux enquêtes sur ces crimes et à la poursuite de leurs auteurs et d'inclure des femmes et des spécialistes des questions relatives aux femmes dans le personnel et l'encadrement de ces tribunaux.] Il est de plus en plus largement admis que les conflits armés infligent des souffrances spécifiques aux femmes et que le droit international relatif aux droits de l'homme et les principes humanitaires doivent être appliqués [Canada, **supprimer** : par les forces armées] en tenant compte des considérations de sexe [Union européenne, **supprimer** : et qu'une formation est souhaitable et possible dans ce domaine]. La contribution [Union européenne/Canada, **supprimer** : que peuvent apporter] [Union européenne/Canada : qu'apportent] les femmes à l'édification et à la consolidation de la paix et au règlement des conflits [Canada, **supprimer** : n'est plus contestée] [Canada : est de plus en plus reconnue]. Des directives concernant la protection des femmes réfugiées ont été adoptées, et certains États considèrent la persécution fondée sur le sexe comme un motif recevable pour bénéficier du statut de réfugié. Et il existe maintenant des cours d'instruction civique sur le règlement non violent des conflits. [Canada : Il est de plus en plus admis que les hommes et les femmes ne

vivent pas de la même façon les situations d'urgence et qu'il est donc nécessaire de tenir compte des différences entre sexes lors de la planification, de la conception et de la mise en oeuvre des activités humanitaires. Des mesures ont été prises pour réduire l'offre et l'utilisation des armes, et en particulier des mines terrestres antipersonnel.]

13. **Obstacles.** [Union européenne/Canada, **supprimer** : Il n'y a pas de femmes dans les sphères de décision concernant le maintien et la consolidation de la paix, la réconciliation après les conflits et de reconstruction; cette absence est très dommageable.] [Canada : **L'insuffisance du nombre de femmes à tous les niveaux de la prise de décisions entrave les efforts de maintien et consolidation de la paix, de réconciliation après les conflits et de reconstruction.**] [Saint-Siège **supprimer** : L'évolution] [Saint-Siège : **La nature**] des conflits armés, caractérisée par [Saint-Siège : **l'accroissement des dépenses dans le domaine militaire,**] la volonté délibérée de faire des victimes civiles [Canada : **y compris des femmes, des enfants et des membres du personnel humanitaire, qui deviennent la cible des combattants**] [Saint-Siège : **les déplacements forcés de personnes, la séparation des familles, l'enrôlement d'enfants soldats, l'occupation étrangère**] et la participation d'acteurs autres que les États, expose encore davantage les populations féminines aux violences de la guerre. [Union européenne : **La violence à l'égard des femmes, y compris les viols systématiques et les grossesses forcées, est une stratégie de plus en plus utilisée dans les conflits armés. Les femmes restent les premières victimes des conséquences de l'utilisation des mines antipersonnel. La participation limitée des femmes, à tous les niveaux, à la prise de décisions concernant le maintien et la consolidation de la paix, la réconciliation après les conflits et la reconstruction constitue un obstacle important. Le manque de formation des différents acteurs s'adressant aux femmes dans les situations de conflit armé ou aux réfugiées, qui ne sont souvent pas sensibilisés aux problèmes spécifiques de ces femmes, entrave la recherche de solution.**] L'accès généralisé aux armements, [Saint-Siège : **y compris aux mines terrestres,**] facilité par la prolifération et le trafic des armes, en particulier des armes légères, n'a fait qu'aggraver encore la violence des conflits armés [Union européenne : **qui ont des conséquences particulièrement graves pour les femmes et les familles.**] [Canada : **Les violations du droit international humanitaire,**

du droit des réfugiés et des droits de l'homme, y compris les violations des droits des femmes, se poursuivent. La violence sexuelle et la violence à l'égard des femmes, y compris le viol, restent des armes courantes en temps de guerre.]

F. Les femmes et l'économie

14. **Réalisations** : Les gouvernements ont [Canada, **supprimer** : adopté] [Canada : **introduit une série de mesures, y compris l'adoption de**] législations visant à appliquer [Canada : **et à promouvoir**] les conventions internationales qui [Canada, **supprimer** : **garantissent**] [Canada : **prennent en considération**] les droits économiques [Union européenne : **et sociaux**] des femmes, l'égalité d'accès aux ressources économiques [Union européenne : **et de contrôle sur celles-ci**] et l'égalité en matière d'emploi. [Canada : **Il y a eu une participation accrue des femmes au marché du travail suivie d'une amélioration de leur autonomie économique, une sensibilisation accrue et un appui plus grand du public en ce qui concerne la protection de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales dans le contexte d'une économie mondiale en développement, et de plus grandes possibilités d'occuper des postes de cadre moyen et supérieur dans certains pays.**] La présence des femmes dans le monde du travail a considérablement augmenté, notamment dans le secteur tertiaire. [Canada : **certains gouvernements**] Les gouvernements ont pris des mesures pour lutter contre les pratiques discriminatoires et abusives sur les lieux de travail et garantir l'hygiène et la sécurité du travail, et ont mis en place des mécanismes de financement pour promouvoir le rôle des femmes dans l'entreprise ainsi que [Canada : **dans l'accès au crédit,**] dans l'éducation [Union européenne : **et la formation, y compris les qualifications scientifiques et techniques**] [Union européenne, **supprimer** : les disciplines scientifiques et techniques] et les sphères de décision. De nouvelles lois sur les congés parentaux [Canada : **sans objet en français**], les allocations familiales et les prestations pour enfants à charge [Canada : **adoptées par certains gouvernements**] permettent [Canada, **supprimer** : aux femmes] [Union européenne : **et aux hommes**] de concilier obligations professionnelles et vie familiale [Canada : **de tenir compte de la nécessité de concilier les responsabilités professionnelles et familiales**]. Des études ont été faites pour analyser les facteurs qui entravent l'émancipation économique des

femmes et qui les empêchent d'accéder pleinement aux nouvelles technologies de l'information.

15. **Obstacles :** Il y a eu une répartition inégale des fruits de la croissance de l'économie mondiale. [Union européenne : Cela a entraîné] un écart plus grand entre les riches et les pauvres, [Union européenne : une plus grande ségrégation sur le marché du travail, des modes d'emploi anormaux, tels que le travail temporaire ou occasionnel et la difficulté de faire appliquer les normes du travail] [Saint-Siège, la féminisation de la pauvreté,] une dégradation des conditions de travail et [Saint-Siège : l'exploitation continue du travail des enfants,] et une subordination persistante des femmes [Union européenne : surtout] [Canada : notamment] dans le secteur de l'économie informelle et [Canada, supprimer : le monde rural] [Canada : le secteur agricole]. [Canada : Le fait qu'il est important de tenir compte des sexospécificités dans l'élaboration des politiques macroéconomiques n'est pas encore largement reconnu. La faible participation des femmes, surtout dans les pays en développement, à la formulation et à l'exécution des politiques économiques et leur sous-représentation dans les organes directeurs est un facteur qui aggrave la situation.] De nombreuses femmes travaillent encore dans le secteur [Canada : agricole] et l'économie informelle où elles assurent une production de subsistance [Union européenne : et dans le secteur des services], avec de faibles revenus et peu de garanties en matière de sécurité sociale [Saint-Siège : et de sécurité d'emploi]. [Union européenne/Canada, supprimer : les femmes qui occupent des emplois salariés sont moins bien payées que leurs homologues masculins ayant les mêmes qualifications, et elles sont promues moins rapidement] [Union européenne : Les femmes ayant des qualifications comparables à celles des hommes se heurtent à des inégalités de salaires et à un «plafond de verre»]. [Canada : Dans la plupart des pays, les femmes qui occupent des emplois dans de nombreux groupes professionnels sont moins bien payées que leurs homologues masculins ayant les mêmes qualifications, et elles sont promues moins rapidement. Dans le secteur structuré, l'objectif d'un salaire égal pour les femmes et les hommes effectuant un travail égal et un travail de valeur égale n'a pas encore été atteint. La discrimination entre les sexes lors du recrutement et le harcèlement sexuel sur le lieu de travail persistent.] [Union européenne/Canada, supprimer : Rares sont les pays qui ont légiféré pour garantir le

droit des femmes à la propriété foncière et aux autres biens] [Union européenne : Il y a encore certains pays qui n'accordent pas aux femmes des droits égaux en matière de propriété et de contrôle de biens fonciers et autres.] [Canada : Il y a certains pays qui ne reconnaissent toujours pas le droit des femmes à posséder des biens fonciers et autres.] [Union européenne/Canada, supprimer : Du fait qu'elles ne sont pas reconnues dans leur double rôle de production et de reproduction, les femmes sont surchargées de tâches et d'obligations de toutes sortes, et multiplient les heures de travail non rémunérées.] [Canada : Le fait de ne pas reconnaître que les femmes ont à la fois des activités de production et de reproduction a entraîné une persistance de leur charge de travail plus élevée et de leur part inégale de travail non rémunéré. Les réductions budgétaires affectant les soins de santé et d'autres programmes institutionnels ont entraîné des responsabilités familiales accrues pour les femmes. De nombreuses femmes à la recherche d'un emploi sont soumises à un test de grossesse et les femmes enceintes font l'objet de discrimination sur le lieu de travail.] [Union européenne : Dans la plupart des cas, l'avancement dans la profession reste plus difficile pour les femmes en raison du manque de structures et de mesures tenant compte de la maternité et des responsabilités familiales. Les stéréotypes persistants concernant le rôle des sexes peuvent affaiblir le statut des travailleurs en tant que père et n'encourage pas suffisamment les hommes à concilier leurs responsabilités professionnelles et familiales.]. Le manque de politiques favorables à la famille concernant l'organisation du travail aggrave ces difficultés. L'application de la législation et de systèmes pratiques d'appui reste insuffisante. Les responsabilités exercées au sein du ménage et de la communauté pour exercer une activité rémunérée et pour élever les enfants entraînent toujours un fardeau disproportionné pour les femmes, étant donné qu'il n'y a pas un partage suffisant des tâches et des responsabilités entre les femmes et les hommes. Ce sont également les femmes qui font la plus grande partie du travail non rémunéré.]

G. Les femmes et la prise de décisions

16. **Réalisations :** [Union européenne/Canada, supprimer : La nécessaire place des femmes dans les instances du pouvoir et les sphères de décision est res-

tée un grand sujet d'actualité et de débat public; l'idée de parité hommes-femmes comme facteur de progrès social continue à s'imposer peu à peu et à mettre en lumière les changements systémiques nécessaires pour que la femme soit véritablement traitée partout comme l'égale de l'homme.] **[Canada : On reconnaît de plus en plus l'importance pour la société d'une pleine participation des femmes à la prise de décisions et à l'exercice du pouvoir à tous les niveaux et dans toutes les instances, y compris les secteurs intergouvernemental, gouvernemental et non gouvernemental. Cela a entraîné une prise de conscience accrue des changements systémiques nécessaires pour que la femme soit véritablement traitée partout comme l'égale de l'homme.]** Les pays sont de plus en plus nombreux à adopter des politiques **[Canada, supprimer : volontaristes]** **[Canada : d'équité dans l'emploi]** pour faire avancer la condition de la femme : quotas **[Canada : objectifs]** et cibles d'emplois **[Union européenne : ou accords volontaires]**, programmes de formation des femmes aux postes de direction, mesures qui permettent aux femmes et aux hommes de concilier obligations professionnelles et vie familiale. Les réseaux internationaux de femmes politiques élues, parlementaires, militantes, universitaires et autres ont été établis ou renforcés.

17. Obstacles : **[Union européenne/Canada, supprimer :** Bien que personne ou presque ne conteste la nécessité d'instaurer la parité hommes-femmes dans les organes de décision à tous les niveaux, l'écart entre les déclarations de principe et l'égalité de fait n'a pas disparu.] **[Union européenne : Malgré des améliorations considérables de l'égalité *de jure* entre les femmes et les hommes, la représentation effective des femmes aux niveaux nationaux et internationaux les plus élevés de la prise de décisions n'a pratiquement pas changé depuis la Conférence de Beijing en 1995. L'écart entre l'égalité juridique et l'égalité de fait a persisté aussi bien au niveau politique qu'au niveau socioéconomique.]** **[Canada : Bien qu'on reconnaisse la nécessité d'instaurer la parité hommes-femmes dans les organes de décision à tous les niveaux, la représentation des femmes aux niveaux nationaux et internationaux les plus élevés de la prise de décisions n'a guère évolué depuis 1995. En 1999, les femmes ne représentaient que 12,7 % des parlementaires dans le monde entier, et la représentation des femmes aux niveaux des ministres et des vice-ministres n'a pratiquement pas changé.]** La division sexuelle des rôles héritée du pas-

sé restreint les choix des femmes en matière d'éducation et de carrière, et les oblige à assumer le fardeau des tâches et responsabilités domestiques. Les initiatives et programmes en faveur de la participation accrue des femmes à la prise des décisions sont entravés par un certain nombre de facteurs : les actions de formation et d'encouragement des carrières politiques manquent de moyens financiers et humains, les élus **[Union européenne : et les partis politiques]** ne sont pas tenus de rendre compte de leur action en faveur de l'égalité entre les sexes et de la participation des femmes à la vie publique **[Union européenne/Canada, supprimer :** et, par ailleurs, les femmes ne soutiennent pas assez celles d'entre elles qui occupent des postes de responsabilité] **[Union européenne : l'absence de critères de nomination et de sélection clairs et transparents pour les postes de décision; le manque de sensibilisation du public au sujet de l'importance d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans la prise des décisions; la réticence des hommes à partager le pouvoir; l'insuffisance du dialogue et de la coopération avec les ONG féminines, et le fait de ne pas adapter les structures politiques pour rendre leur accès plus facile aux femmes.]** **[Canada : le manque de temps dû au double fardeau du travail rémunéré et non rémunéré des femmes; des attitudes au sein de la société qui n'apprécient pas les approches des femmes en matière de prise de décisions, d'établissement de réseaux et de politiques, lorsqu'elles sont différentes de celles des hommes. Certains groupes de femmes, notamment les femmes autochtones, continuent à se heurter à des obstacles particuliers pour accéder au pouvoir et à la prise de décisions.]**

H. Mécanismes institutionnels chargés de favoriser la promotion de la femme

18. Réalisations : Des mécanismes nationaux **[Canada : et au niveau des provinces ou des États]** ont été institués en tant que base institutionnelle jouant le rôle de «catalyseur» dans la promotion de l'égalité entre les sexes, l'intégrité d'une perspective sexospécifique dans les programmes nationaux et la suite donnée au Programme d'action. **[Turquie : ainsi que dans la conception, le suivi, l'évaluation, la promotion et l'exécution, le cas échéant, de politiques d'égalité et d'appui pour la promotion de la femme.]** **[Canada : Dans de nombreux pays,]** Ces mécanismes nationaux ont renforcé leur présence et leur statut et ont pu mieux

vulgariser et coordonner leurs activités [Canada, **supprimer** : aux niveaux national et international en intégrant une perspective sexospécifique aux activités des ministères ainsi qu'au code législatif, aux politiques, programmes et projets.] [Canada : **L'intégration d'une perspective sexospécifique a été largement adoptée comme stratégie pour renforcer l'impact des politiques traditionnelles visant à promouvoir l'égalité entre les sexes. Cela signifie qu'une perspective sexospécifique a été incorporée dans toutes les lois, politiques, programmes et projets et a**] [Turquie : **Malgré leurs ressources financières limitées, ces mécanismes ont notablement contribué à la mise en valeur des ressources humaines dans le domaine des études sexospécifiques et ils ont également contribué à produire et à diffuser des données ventilées par sexe et par âge de même qu'à effectuer des travaux de recherche et à établir des documents tenant compte des sexospécificités**] [Ils ont] également contribué à produire et à diffuser des données ventilées par sexe et par âge de même qu'à effectuer des travaux de recherche et à établir des documents [Canada, **supprimer** : tenant compte des sexospécificités] [Canada : **fondés sur les sexospécificités**]. [Canada : **Au sein du système des Nations Unies, de nombreux progrès ont été réalisés dans l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les programmes, notamment grâce à la mise au point d'outils et à la mise en place de responsables des questions relatives aux femmes.**]

19. **Obstacles** : Ces mécanismes nationaux se heurtent principalement au manque [Union européenne/Canada/Turquie : **de volonté politique ferme,**] de ressources financières et humaines [Union européenne : **et, dans certains cas, de mandats clairement définis**] [Turquie : **et à leur position souvent marginalisée dans les structures gouvernementales nationales et à un manque de pouvoir**], problème auquel s'ajoute la méconnaissance de la notion d'égalité entre les sexes et [Canada : **des incidences de la**] démarginalisation, les stéréotypes sexospécifiques et les comportements discriminatoires, des priorités gouvernementales antagoniques et des liens insuffisants avec la société civile. [Turquie : **Étant souvent vulnérables aux changements politiques au sein des gouvernements, ces organes doivent faire face à des difficultés organisationnelles, conceptuelles et structurelles qui limitent également leur capacité de promouvoir l'obligation de rendre des comptes en matière de sexospécificités. La position relativement**

faible des mécanismes nationaux parmi les autres institutions de l'État entrave leur capacité d'attirer efficacement l'attention sur les incidences budgétaires et l'allocation de ressources pour les questions relatives à la promotion de la femme, à l'égalité entre les sexes et à l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les programmes, qui exigent des processus de transformation ou des changements organisationnels.] Leurs activités sont entravées par des problèmes de structure et de communication dans et entre les organismes gouvernementaux [Union européenne, **supprimer** : Il arrive que leur mandat soit mal défini et qu'ils ne disposent pas des moyens, des ressources et de l'expérience nécessaires pour suivre et évaluer les activités.]

I. Droits fondamentaux des femmes

20. **Réalizations.** Des réformes juridiques ont été menées et des dispositions discriminatoires éliminées du droit civil et pénal et du droit relatif au statut personnel régissant le mariage et les relations familiales, la propriété et les droits de propriété des femmes ainsi que leurs droits politiques, professionnels et en matière d'emploi. Des mesures ont été adoptées pour qu'elles puissent de fait jouir de leurs droits fondamentaux grâce à la création d'un cadre favorable et notamment à l'adoption de politiques, au renforcement des mécanismes d'exécution et de suivi et au lancement de campagnes d'initiation au droit et de sensibilisation des populations, [Union européenne : **ainsi qu'aux efforts déployés pour mettre un terme aux pratiques traditionnelles néfastes comme les mutilations génitales. Les organisations non gouvernementales (ONG) féminines ont contribué à faire prendre conscience que les droits des femmes sont des droits fondamentaux et à mobiliser un appui au Protocole facultatif de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ainsi qu'au statut de la Cour criminelle internationale.**] Cent soixante-cinq pays ont ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ou y ont adhéré et 25 États parties l'ont [Union européenne, **supprimer** : adoptée et] signée. [Union européenne : **Des efforts ont aussi été faits pour intégrer la perspective sexospécifique dans le travail du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et de la Commission des droits de l'Homme.**] [Canada : **Des progrès ont été faits dans**

l'intégration des droits fondamentaux des femmes et de la perspective sexospécifique dans les organismes des Nations Unies; ainsi par exemple, la question est maintenant inscrite à l'ordre du jour de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, et elle est en cours d'intégration dans d'autres points de l'ordre du jour.]

21. Obstacles. Il existe toujours des lois discriminatoires et les codes civils et pénaux et les codes de la famille [Union européenne : ainsi que les codes du travail] [Canada, supprimer : ne tiennent toujours pas pleinement compte des sexospécificités] [Canada : n'ont pas encore pleinement intégré la perspective sexospécifique.] [Canada : Dans un certain nombre de pays, les femmes subissent encore un déficit d'égalité dans des domaines fondamentaux comme la propriété foncière et les droits en matière d'héritage.] [Union européenne : Dans certains pays, la discrimination sexuelle a même été inscrite dans la loi.] Des lacunes en matière de législation et de réglementation [Union européenne, supprimer : persistent, perpétuant] [Union européenne : ainsi que des carences dans l'application et le contrôle de l'exécution des lois, perpétuent] l'inégalité et la discrimination de droit et de fait. Les femmes n'ont pas suffisamment accès au droit, faute de notions juridiques, [Union européenne : d'informations] et de ressources, et en raison de l'insensibilité des responsables des services de répression et du système judiciaire ainsi que de la discrimination dont elles font l'objet de la part de ces derniers, de même que de la persistance de comportements traditionnels et stéréotypés. [Union européenne : La sensibilisation aux droits fondamentaux des femmes est encore insuffisante.] [Canada : La protection des droits des femmes et des filles en matière de santé sexuelle et de la procréation est encore insuffisante, et leurs droits en matière de procréation ne sont pas reconnus comme des droits fondamentaux. Certaines femmes continuent de se heurter à des obstacles en matière de justice ou de jouissance de leurs droits fondamentaux du fait de leur origine raciale ou ethnique, de leur orientation sexuelle, de leur âge, de leur condition d'invalides, de leur statut d'autochtones, de réfugiées ou de migrantes, ou encore du fait de normes sociales ou culturelles.]

J. Les femmes et les médias

22. Réalisations. [Union européenne, Canada, supprimer : Des femmes occupent désormais] [Union européenne : Des femmes ont accédé à certains] [Canada : Des femmes occupent maintenant des] postes de responsabilité et la création de réseaux de médias constitués de femmes aux niveaux local, national et international a permis de diffuser des informations, d'échanger des vues et de soutenir des associations de femmes actives dans le domaine des médias au niveau mondial. Les progrès enregistrés dans le domaine des techniques de l'information et de la communication, notamment d'Internet, ont amélioré les possibilités en matière de communication [Union européenne : au service de la démarginalisation des femmes et des filles] [Canada, supprimer : et influé sur la participation des femmes aux activités des médias] [Canada : ce qui a permis à un nombre croissant de femmes de participer à des échanges de connaissances, à des créations de réseaux et à des activités de commerce électronique.] Le nombre d'associations de femmes journalistes et de programmes menés sous leur égide s'est accru, ce qui a permis à un plus grand nombre d'entre elles d'y participer et de projeter des images plus positives des femmes dans les médias. L'adoption de directives professionnelles et de codes de conduite encourageant une représentation équitable des femmes et l'utilisation d'un langage non sexiste dans les programmes médiatiques ont permis de lutter contre les images négatives données des femmes.

23. Obstacles. [Canada, supprimer : Il n'y a toujours pas suffisamment de femmes qui occupent des postes de décision clefs pour influencer sur la politique des médias.] Les images négatives, les représentations stéréotypées et la pornographie se sont multipliées dans certains cas et [Canada, supprimer : certains journalistes] [Canada : certains secteurs de la presse] continuent de nourrir des préjugés à leur égard. [Canada, supprimer : Le domaine des techniques de l'information et de la communication repose sur des normes masculines] [Union européenne, supprimer : et une culture occidentale.] [Saint-Siège : La pauvreté, le manque d'accès et d'opportunités, l'analphabétisme et] [Union européenne, supprimer : Les barrières linguistiques,] [Canada : et des carences en matière d'alphabétisation, de compétences techniques et d'accès] empêchent certaines femmes d'utiliser l'Internet.] L'accès à Internet et la mise en place d'une infrastructure à cette fin sont li-

mités [Union européenne : particulièrement pour les femmes] et nécessitent volonté politique, efforts de coopération et ressources financières. [Canada : Il n'y a toujours pas suffisamment de femmes qui occupent des postes de décision clefs pour influencer sur la politique des médias.]

K. Les femmes et l'environnement

24. **Réalisations.** [Union européenne, Canada : Un certain nombre de] politiques et programmes nationaux en matière d'environnement ont pris en compte les sexospécificités. Les femmes participent davantage à la prise de décisions, un plus grand nombre d'entre elles assumant des fonctions de responsabilité et autres au sein des organismes chargés de l'environnement. Les gouvernements ont établi des partenariats avec les ONG. Compte tenu de l'interaction entre la pauvreté [Canada : la santé] et la dégradation de l'environnement, les gouvernements ont prévu au titre des divers programmes des activités créatrices de revenus pour les femmes ainsi que des volets formation en matière de gestion des ressources naturelles et de protection de l'environnement [Canada : et ont lancé des programmes de recherche sur l'impact de l'environnement sur la santé des femmes]. Des projets ont été lancés pour préserver et utiliser les connaissances traditionnelles des femmes dans la gestion des ressources naturelles. [Canada : Les connaissances traditionnelles des femmes autochtones, y compris des plus âgées d'entre elles, en matière d'écologie apparaissent de plus en plus comme la fondation sur laquelle les jeunes générations pourraient appuyer leur pratique du développement durable et leur défense de la biodiversité.]

25. **Obstacles.** [Canada, supprimer : Le public n'est pas conscient des problèmes liés à l'environnement et des avantages que présente la parité hommes-femmes dans la protection de l'environnement.] [Canada : L'accès insuffisant des femmes aux compétences, aux ressources et aux données techniques et le manque d'informations sur les risques liés à l'environnement auxquels sont exposées les femmes a freiné les progrès dans la prise de décisions en matière d'environnement. La différenciation suivant le sexe de l'impact et des implications des problèmes environnementaux et des solutions qui leur sont proposées n'a fait l'objet jusqu'à maintenant que d'études et de mesures correctives limitées et le

public n'y a guère été sensibilisé.] Les politiques et programmes en matière d'environnement [Canada, supprimer : sont dénués de perspectives sexospécifiques et ne tiennent pas compte des rôles que jouent les femmes dans la viabilité de l'environnement et des contributions qu'elles apportent à cet égard.] [Canada : négligent souvent de tenir compte du rôle essentiel des femmes dans la promotion de modes de consommation et de production et de principes de gestion des ressources naturelles viables et écologiquement sains.] Le fait [Canada : que les femmes, y compris les autochtones et les femmes des campagnes,] sont peu nombreuses à participer à l'élaboration et à l'exécution de politiques environnementales et leur sous-représentation dans les organes de prise de décisions [Canada, supprimer : ne font qu'aggraver la situation.] [Canada : ainsi que l'absence de stratégies et de mécanismes institutionnels visant délibérément à évaluer et corriger les risques environnementaux pesant sur les femmes sont autant de facteurs.]

L. La petite fille

26. **Réalisations.** Des progrès ont été réalisés au niveau de l'enseignement primaire et, dans une moindre mesure, de l'enseignement secondaire et supérieur en faveur des filles, grâce [Canada, supprimer : à l'instauration de cadres scolaires tenant mieux compte des sexospécificités,] [Canada : au fait que les écoles sont devenues plus respectueuses des besoins des garçons et des filles,] à l'établissement de mécanismes d'aide aux adolescentes enceintes et aux mères adolescentes, au développement des possibilités en matière d'enseignement de type non scolaire [Canada : par le biais d'activités sportives, théâtrales et culturelles] et à l'orientation d'un plus grand nombre de filles vers les études scientifiques et techniques. La santé des filles, notamment en matière de sexualité et de reproduction des adolescentes, a bénéficié d'une plus grande attention. Un nombre croissant de pays ont introduit des lois visant à interdire la mutilation génitale des fillettes et à imposer de plus lourdes peines [Canada, supprimer : aux auteurs de sévices sexuels et à ceux qui se livrent à l'exploitation sexuelle des petites filles à des fins commerciales] [Canada : aux personnes impliquées dans des sévices sexuels et dans l'exploitation des fillettes, y compris à des fins commerciales].

27. **Obstacles.** Des attitudes traditionnelles discriminatoires à l'égard des femmes et des filles [Canada : y compris les rôles traditionnels] [Union européenne : la persistance de certaines formes de travail des enfants, y compris le travail domestique des enfants] et la méconnaissance de la situation spécifique des petites filles que des charges domestiques [Union européenne : le manque d'argent], par exemple, empêchent souvent de poursuivre leurs études concourent [Union européenne : ont concouru] à les priver de la possibilité de devenir autonomes et indépendantes. [Union européenne : Les pratiques traditionnelles dangereuses, y compris le mariage précoce et forcé, l'exploitation et la violence sexuelle entraînent souvent des grossesses non désirées et/ou une contamination par le VIH/sida, qui peuvent entraîner à leur tour l'expulsion de l'école et des instituts de formation professionnelle.] Les programmes étaient entravés par [Canada, supprimer : la pénurie de] [Canada : une répartition insuffisante des] ressources financières et humaines, [Canada : et le manque] de données statistiques ventilées par sexe et par âge et de compétences techniques. Les mécanismes nationaux chargés de mettre en oeuvre des politiques et programmes en faveur des petites filles étaient peu nombreux et la coordination entre les organismes responsables laissait à désirer. [Canada : Contrebalançant certains progrès réalisés sur le plan de leur protection juridique, on constate une augmentation des cas de sévices sexuels subis par les petites filles et de leur exploitation sexuelle par des hommes qui espèrent ainsi éviter d'être contaminés par le HIV/sida. Les adolescentes continuent d'avoir un accès insuffisant à l'information disponible en matière de santé sexuelle et génésique, à l'éducation et aux services nécessaires pour prévenir, entre autres, les grossesses non désirées et les maladies sexuellement transmissibles. La socialisation des enfants et des jeunes n'a pas été corrigée, si bien que les garçons et les hommes, tout comme les filles et les femmes, continuent de croire que le sexe féminin est inférieur, perpétuant ainsi l'inégalité dominante.]

III. Tendances et problèmes actuels qui entravent la mise en oeuvre intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing

28. L'examen et l'évaluation de la suite donnée à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing sont intervenus dans un monde en pleine mutation. Depuis 1995, un certain nombre de questions ont gagné en importance ou acquis de nouvelles dimensions, qui posent un surcroît de difficultés à la mise en oeuvre intégrale [Union européenne : et accélérée] du Programme d'action [Canada, supprimer : et dont les conséquences] [Canada : par les gouvernements, le secteur privé et les ONG. Les conséquences de ces nouvelles tendances] pour l'égalité entre les sexes doivent être entièrement analysées. [Union européenne : Un engagement politique insuffisant à l'égard de l'égalité entre les sexes à tous les niveaux et des méthodes d'évaluation des progrès insuffisamment utilisés, de même que les limitations associées à l'intégration des préoccupations touchant les femmes, continuent d'entraver la mise en oeuvre du Programme d'action.] Aussi d'autres mesures et initiatives doivent-elles être adoptées pour faire face aux problèmes et tendances exposés ci-après et abordés parfois en partie seulement dans le Programme d'action.

29. La mondialisation a [Canada, supprimer : entraîné] [Canada : est caractérisée par] une plus grande libéralisation des échanges et des flux financiers, la privatisation des entreprises publiques [Canada, supprimer : une baisse des dépenses publiques]. Ce changement a transformé les modes de production [Union européenne, supprimer : et accéléré les progrès techniques dans le domaine de la communication.] [Union européenne : La vie des femmes, travailleuses ou consommatrices, s'en est ressentie et les inégalités ont été accusées. Jusqu'à présent, les conséquences pour les femmes des changements visant à instaurer un meilleur équilibre entre les politiques économiques, de l'emploi et les politiques sociales et le développement durable, n'ont pas encore fait l'objet de contrôles systématiques.] [Canada, supprimer : Elle a également influé sur les valeurs culturelles, les modes de vie, la publicité et les médias.] [Canada : L'accroissement de l'intégration internationale résultant de la mondialisation a également eu un impact culturel, politique et social.] [Union euro-

peenne, supprimer la phrase : Cette évolution s'est accompagnée de changements politiques majeurs, notamment de nouvelles formes de gouvernance, **[Canada : de la croissance de la société civile internationale]** **[Canada, supprimer :** et de l'exercice plus universel des droits de l'homme] **[Canada : d'une tendance à l'universalisation des droits de l'homme].** La mondialisation a certes offert de plus grandes chances économiques et une plus grande autonomie à certaines femmes, mais elle en a rendu d'autres plus vulnérables. Bien que dans de nombreux pays, le degré de participation des femmes à la main-d'œuvre se soit accru, l'augmentation du niveau de l'emploi, **[Canada : dans de nombreux cas]** ne s'est pas accompagnée d'une amélioration des **[Canada : salaires et]** conditions de travail **[Canada : ou de diminutions notables du niveau de la pauvreté chez les femmes. Dans certains cas, la majorité des nouveaux venus sur le marché du travail sont des femmes mal rémunérées qui occupent des emplois à temps partiel précaires et occasionnels, et qui sont exposées à des risques pour leur sécurité et leur santé; ces nouveaux venus sont souvent les premiers à être licenciés et les derniers à être réembauchés.]** **[Canada : Il existe toujours d'importantes différences entre les hommes et les femmes en ce qui concerne la qualité, les conditions et la rémunération du travail.]** **[Union européenne : et les dispositions législatives ordinaires relatives au travail ne sont appliquées à tous les travailleurs.]** **[Canada, supprimer la phrase :** **[Union européenne, supprimer :** la plupart] **[Union européenne : De nombreuses]** femmes restent mal rémunérées, occupent toujours des emplois à temps partiel précaires, et demeurent exposées à des risques pour leur sécurité et leur santé.] **[Canada, supprimer la phrase :** **[Union européenne : Dans de nombreux pays].** Elles continuent de figurer parmi les premières à être licenciées et les dernières à être réembauchées.]

30. Des déséquilibres économiques croissant aux niveaux national et international, auxquels s'ajoute une dépendance économique croissante des États à l'égard de facteurs externes, **[Union européenne, supprimer :** ont empêché ces derniers d'assurer la protection et la sécurité sociales nécessaires et de financer l'application du Programme d'action.] **[Union européenne : et, depuis quelques années, les crises financières ont modifié les perspectives de croissance et entraîné une instabilité économique dans de nombreux pays, dont les effets se sont fait lourdement sentir sur la vie des femmes. Ces effets se manifestent**

notamment dans l'insuffisance de la protection et de la sécurité sociales et le fait que les coûts de la procréation et autres services sociaux sont de moins en moins pris en charge par le secteur public et de plus en plus assumés par les ménages.] **[Union européenne, supprimer la phrase :** La baisse des ressources financières provenant de la coopération internationale a **[Canada, supprimer :** contribué à marginaliser davantage et à exclure les pays les plus pauvres du monde] **[Canada : constitué un nouvel obstacle pour les pays les plus pauvres du monde],** où les femmes sont parmi les groupes les plus déshérités.] **[Union européenne : L'objectif convenu, qui est de consacrer 0,7 % du produit national brut des pays développés à l'aide publique au développement n'a pas été réalisé encore que les ressources allouées au programmes consacrés aux femmes aient augmenté même si elles demeurent insuffisantes.]** Aussi cette féminisation croissante de la pauvreté a-t-elle sapé les efforts visant à assurer l'égalité entre les sexes. **[Union européenne : Désireuses d'élaborer des stratégies cohérentes de réduction de la pauvreté, et en coopération avec les autres acteurs multilatéraux, gouvernementaux et non gouvernementaux, les institutions financières internationales accordent toutefois une attention accrue à la prise en compte du point de vue des hommes et des femmes.]** **[Canada : Étant donné]** Les ressources financières limitées **[Union européenne, supprimer :** doublées d'une baisse de l'aide au développement] **[Canada, supprimer :** contraignent non seulement les gouvernements mais également leurs partenaires des ONG et du secteur privé à recourir à des approches novatrices pour répartir les ressources actuelles.] **[Canada : la difficulté non seulement pour les gouvernements mais également pour leurs partenaires des ONG et du secteur privé sera de trouver des approches novatrices pour répartir les ressources actuelles.]** **[Canada, supprimer :** Afin d'assurer l'égalité entre les sexes et d'utiliser les ressources disponibles d'une manière qui tienne compte des besoins des hommes et des femmes, une analyse sexospécifique du budget national doit être effectuée pour déterminer si l'impact des dépenses est le même chez les femmes et chez les hommes.] **[L'Union européenne suggère d'insérer la fin de ce paragraphe dans la partie IV, car il s'agit d'une mesure concrète.]** **[Canada : L'analyse sexospécifique des budgets nationaux apparaît désormais comme un outil particulièrement efficace pour déterminer l'impact des dépenses chez les hommes et chez les**

femmes et vérifier que les ressources disponibles sont utilisées d'une manière qui tienne mieux compte des besoins des hommes et des femmes. Dans un marché mondial de plus en plus compétitif, les réformes des systèmes de santé, y compris les coupures budgétaires et la privatisation, ont entraîné une réduction des services publics, notamment des services destinés aux groupes de femmes les plus vulnérables comme les femmes autochtones, les femmes rurales, les réfugiées et les migrantes, les handicapées et les femmes vivant dans la pauvreté. Les coupures des budgets consacrés à la santé s'ajoutant au vieillissement de la population dans certaines parties du monde, ont imposé aux femmes la charge supplémentaire, rémunérée ou non, d'assumer l'entretien dans la famille des parents handicapés, malades ou âgés.]

[Fédération de Russie : nouveau paragraphe 30 bis : Dans les économies en transition, ce sont les femmes qui sont le plus touchées par les graves difficultés entraînées par la restructuration économique et qui sont les premières à être licenciées en périodes de récession. Elles sont progressivement exclues des secteurs qui connaissent une croissance rapide. Dans ces pays, les difficultés auxquelles les femmes doivent faire face actuellement tiennent à la disparition des garderies d'enfants qui a fait suite à l'élimination ou à la privatisation des entreprises d'État, à la nécessité accrue de s'occuper de personnes âgées sans infrastructures correspondantes, à l'inégalité persistante d'accès à la formation qui serait requise pour se réemployer et aux avoirs productifs nécessaires pour créer une entreprise ou agrandir une entreprise existante.

31. La science et la technique, en tant qu'éléments fondamentaux du développement, transforment les modes de production, créent de nouveaux emplois [Union européenne : qualifiés] [Union européenne : classements des emplois] et de nouvelles méthodes de travail et contribuent à l'instauration d'une société fondée sur la connaissance. Les changements techniques offrent de nouvelles possibilités [Union européenne : aux femmes, dans la mesure où celles-ci participent activement à la conception, à la mise au point, à l'exécution et à l'évaluation de l'impact de ces changements sur les femmes.] [Canada : mais seulement si nous ménageons un accès équitable, une formation appropriée, et prenons d'autres mesures telles que ces nouvelles techniques bénéficient à

celles qui en ont le plus besoin. Il faut exploiter les nouvelles techniques pour faire face aux besoins des femmes en matière de santé, y compris la santé de la procréation, en mettant au point notamment des méthodes de protection utilisables par les femmes elles-mêmes, des bactéricides, des moyens permettant de diagnostiquer les maladies sexuellement transmissibles et de les traiter par une dose unique de médicaments.] De nombreuses femmes à travers le monde utilisent efficacement de nouvelles techniques de communication pour créer des réseaux, mener des activités de plaidoyer, procéder à des échanges d'informations [Canada : et faire des affaires], [Union européenne : se concerter avec les médias] et lancer des initiatives dans le domaine du commerce électronique. [Canada : Les gouvernements, les ONG, les collectivités et le secteur privé tirent parti des progrès techniques pour échanger des informations et des connaissances spécialisées.] Cependant, [Canada, supprimer : il conviendrait de reconnaître que] [Saint-Siège : de nombreux] des millions de femmes et d'hommes parmi les plus déshérités de la planète n'ont toujours pas accès à ces infrastructures et risquent de se voir exclus de ce nouveau domaine et privés des possibilités qu'elles offrent.

32. Les caractéristiques des flux migratoires de la main-d'oeuvre sont en train de changer. Les femmes font de plus en plus partie de la main-d'oeuvre migrante à court terme [Union européenne, supprimer : internationale], [Union européenne/Canada/Saint-Siège, supprimer : surtout dans le domaine des travaux domestiques et dans l'industrie des spectacles] [Saint-Siège : surtout dans l'agriculture et dans le domaine des travaux domestiques]. S'il est vrai que cette situation leur offre plus de possibilités de gagner leur vie et de devenir autonomes, il n'en demeure pas moins qu'elle les expose [Saint-Siège : les femmes et les enfants, notamment les fillettes] à [Canada : des conditions de travail inadéquates, et] aux risques de trafic et autres formes d'abus, [Union européenne : qui constituent des violations des droits de l'homme,] en particulier quand elles sont pauvres, sans instruction, sans qualifications ou travailleuses immigrées clandestines [Canada : Les migrations pour raison de travail séparent souvent les femmes de leurs enfants.]

33. Récemment, les gouvernements, les syndicats, les associations professionnelles et les groupes de consommateurs, [Canada : les employeurs,] les fon-

dations et les ONG d'un même pays ou de pays divers ont commencé à établir des alliances et des coalitions nouvelles et vastes pour promouvoir les droits de l'homme, les codes de conduite et des formes d'investissement socialement responsables [Canada, **supprimer** : qui comprendraient des dispositions visant à assurer l'égalité entre les sexes] [Canada : **qui se préoccupent d'intégrer la problématique hommes-femmes. Les gouvernements pourraient s'engager à prendre des mesures additionnelles et promouvoir des approches novatrices en collaboration étroite avec la société civile**]. [Union européenne : **De nombreux professionnels de la santé continuent de ne pas tenir compte des principes d'éthique médicale dans leur prestation de services aux femmes et aux fillettes.**]

34. [Canada, **supprimer le paragraphe** : La notion d'égalité entre les sexes est de plus en plus acceptée sur la base d'un ensemble de principes, normes, règles et mécanismes institutionnels [Saint-Siège, **supprimer : communs**] [Saint-Siège : **universellement acceptés**] et [Saint-Siège : **aussi**] de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ainsi que de son Protocole facultatif. [Union européenne : **Les questions de parité hommes-femmes ont été incorporées dans les nouveaux instruments relatifs aux droits de l'homme tels que le statut de la Cour pénale internationale et le statut des juridictions internationales et ad hoc; elles sont à l'ordre du jour du débat international sur la manière de réaliser l'application intégrale et universelle de tous les droits de l'homme, pour tous.**] De nombreux pays ont néanmoins des difficultés à appliquer ces normes internationales à leur législation nationale.]

[Canada, **formule 1 : Il faut faire mieux connaître l'importance de l'égalité entre les sexes et des droits fondamentaux de la femme, y compris l'acceptation des principes, normes et mécanismes institutionnels internationaux pour faire progresser et promouvoir ces notions, tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et son Protocole facultatif. De nombreux pays ont néanmoins des difficultés à appliquer la notion d'égalité entre les sexes et les normes internationales au contexte national.**]

[Canada, **formule 2 : La notion d'égalité entre les sexes est de plus en plus acceptée, sur la base d'un ensemble de principes, normes, règles et mécanis-**

mes institutionnels communs et du droit international, notamment de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de son Protocole facultatif. Toutefois, de nombreux pays ont assorti leur ratification de la Convention de réserves, dont certaines sont incompatibles avec l'objet et le but de la Convention. De plus, de nombreux pays ont des difficultés à appliquer ces normes internationales à leur législation nationale.]

35. [Union européenne **supprimer le paragraphe**] En dépit d'une meilleure connaissance des droits fondamentaux des femmes et d'une plus grande appréciation de leur contribution dans la société, [Canada : **dans bien des pays**] elles demeurent nettement sous-représentées dans les organes de prise de décisions politiques et économiques et au sein des mécanismes de [Canada : **prévention et de**] règlement des conflits. [Canada **supprimer** : L'absence des femmes [Canada : **Cette sous-représentation**] des femmes entrave l'intégration d'une perspective sexospécifique dans ces sphères d'influence fondamentale. Étant donné que des mesures en vigueur visant à accroître la participation des femmes au processus de prise de décisions se sont révélées insuffisantes pour assurer entièrement l'égalité entre les sexes, de nouvelles approches et un engagement renouvelé à tous les niveaux sont nécessaires.

36. L'allongement de l'espérance de vie [Canada/Saint-Siège : **la diminution des taux de fécondité,**] et la baisse des taux de mortalité sont autant de tendances qui ont contribué au vieillissement de la population [Canada : **et, par ricochet, à une recrudescence des problèmes de santé chroniques**]. L'espérance de vie des femmes étant supérieure à celle des hommes, le nombre de veuves et de femmes âgées célibataires s'est accru considérablement [Canada : **or ces femmes sont souvent isolées et particulièrement exposées à des problèmes de santé et à des difficultés d'ordre social. Les travaux de recherche, les établissements de soin, les dépenses de santé, les systèmes de soins informels doivent tenir compte de l'augmentation du taux de mortalité féminine due à des maladies chroniques. En même temps, la population mondiale compte un nombre sans précédent de jeunes. Les adolescentes ont des besoins particuliers qui nécessitent une attention accrue**]. Les sociétés ont beaucoup à apprendre du savoir et de l'expérience des femmes âgées. Celles-ci devraient être encouragées à [Saint-Siège : **continuer à mener une**

vie active et à] assumer des rôles différents de ceux qui leurs sont traditionnellement dévolus dans la vie publique et la prise de décisions. Parallèlement, il faudrait mettre en place des mécanismes permettant de garantir leurs droits [Canada : fondamentaux] et leur qualité de vie et de répondre à leurs besoins, afin de pallier l'affaiblissement des systèmes traditionnels de soutien familial et la réduction des programmes publics d'aide sociale. [Union européenne : couper la fin du paragraphe puisqu'il porte sur des mesures concrètes et l'intégrer dans la partie IV] [Canada : Il est indispensable que la société dans son ensemble se dote d'un mécanisme d'appui et d'aide aux personnes âgées.]

[Canada nouveau paragraphe 36 bis : Le tabagisme gagne du terrain parmi les femmes, en particulier chez les jeunes. Les grandes fumeuses sont nettement plus que d'autres femmes exposées au cancer, notamment au cancer du poumon, ainsi qu'aux maladies cardiaques, aux accidents vasculaires cérébraux, à l'emphysème et autres maladies mortelles. Actif ou passif, le tabagisme présente en outre des risques particuliers pour la santé des femmes. Il est indispensable de trouver des solutions globales pour mettre fin à l'épidémie parmi les femmes et les filles, notamment de mettre au point des stratégies de prévention et d'abstention.]

37. La progression [Canada : rapide] de la pandémie de VIH/sida [Canada : en particulier] dans le monde en développement a eu [Saint-Siège supprimer : de graves conséquences] [Saint-Siège : des conséquences catastrophiques] sur la vie des femmes. [Union européenne : L'égalité entre les sexes est une condition *sine qua non* de la prévention, or la non-reconnaissance des droits des femmes en matière de santé et de procréation a pour conséquence que la prévention du VIH/sida est essentiellement aux mains des hommes alors que les femmes et les filles sont particulièrement exposées.] [Canada : en a fait une question de santé publique et de développement urgente. Avec 33 millions de personnes contaminées et 16 000 nouvelles infections par jour à l'échelle mondiale, le virus gagne de vitesse les efforts déployés pour lui barrer la route et il est en train d'annuler des progrès chèrement acquis en matière de développement. Les taux d'infection sont à la hausse parmi les femmes et les adolescentes. Dans certaines régions et au sein de groupes particulièrement vulnérables, l'infection au VIH parmi les

femmes, notamment les jeunes, se propage rapidement.] Ce sont [Saint-Siège : surtout] les femmes qui [Saint-Siège supprimer : , généralement,] s'occupent des personnes infectées et des orphelins, les infrastructures publiques ne parvenant pas à répondre aux besoins. Les femmes séropositives sont souvent victimes de discrimination et montrées du doigt [Canada : et il arrive fréquemment qu'elles soient victimes d'actes de violence fondées sur le sexe.] Les questions de la [Union européenne : prévention, de la responsabilité mutuelle, de] [Croatie : la mise en place de services éducatifs de base visant à prévenir la contamination au VIH/sida, de la] transmission [Saint-Siège : du VIH/sida] de la mère à l'enfant, de l'allaitement, [Saint-Siège supprimer : de l'avortement,] [Canada : de l'information et de l'éducation des jeunes, de la nécessité de s'entendre avec son partenaire sur des relations sexuelles sans risques, des professionnels du sexe, des toxicomanes recourant aux injections intraveineuses, des groupes d'entraide, du recours librement consenti à des consultations et à des tests de dépistage], de l'information des partenaires et de la fourniture de médicaments essentiels [Canada supprimer : comme l'azidothymidine (AZT)] [Canada : les médicaments indiqués dans le traitement des infections opportunistes] n'ont pas reçu une attention suffisante. [Union européenne : Il est également indispensable que l'on s'emploie de façon plus efficace à modifier les comportements et à donner aux femmes les moyens d'exiger des rapports sexuels sans risques et de prendre elles-mêmes toutes les décisions qui touchent à leurs relations sexuelles. On observe dans certains pays que la lutte contre le VIH/sida a eu des résultats positifs en amenant les jeunes à modifier leur comportement, et l'expérience montre que les programmes d'information sur la sexualité et le VIH/sida menés à leur intention ont transformé leur conception des rapports entre les sexes, retardé leur initiation sexuelle et diminué leur risque de contracter une maladie sexuellement transmissible.]

[Saint-Siège : 37 bis. Les taux de morbidité et de mortalité dues aux maladies infectieuses, parasitaires et d'origine hydrique tels la tuberculose, le paludisme et la bilharziose demeurent élevés parmi les adultes comme parmi les enfants.]

[Saint-Siège : 37 ter. Les problèmes d'ordre environnemental à long terme et à grande échelle ont des répercussions préjudiciables sur la santé et le

bien-être des populations, dans diverses parties du monde, notamment en Asie centrale, et ralentissent le développement.]

38. Les catastrophes naturelles n'ont jamais fait autant de victimes ni provoqué autant de dégâts matériels, **[Canada supprimer : ce qui a fait prendre conscience de l'insuffisance des approches et des méthodes utilisées pour répondre à ce type de situations d'urgence]** **[Canada : ce]** dont les femmes pâtissent particulièrement, dans la mesure où ce sont elles, plus que les hommes, qui doivent répondre aux besoins immédiats de leur famille. En conséquence, on s'accorde de plus en plus à penser **[Canada supprimer : que les stratégies d'atténuation des effets des catastrophes et de relèvement doivent prêter une attention particulière aux femmes]** **[Canada : que l'on doit tenir davantage compte des femmes lors de l'élaboration et de l'application des stratégies d'atténuation des effets des catastrophes et de relèvement]**.

39. **[Canada supprimer : On a constaté une augmentation du nombre de [Union européenne supprimer : conflits violents,]]** **[Canada : Des conflits armés continuent de faire échec à l'établissement de l'égalité entre les sexes et au respect des droits fondamentaux des femmes,]** **[Union européenne : l'impact des conflits armés sur les populations civiles,]** et en particulier des guerres civiles, conflits qui trouvent souvent leur origine dans la transition politique, les bouleversements économiques, la fragilité de la société civile **[Union européenne : la poussée de l'extrémisme]** et l'affaiblissement de l'État. Diverses forces, comme les vendeurs d'armes, les narcotrafiquants **[Croatie : , ceux qui font la traite des femmes et des filles et favorisent leur exploitation sexuelle]** et les syndicats du crime, tirent parti de ces tensions **[Canada : et ne respectent ni les droits de l'homme ni les principes du droit international humanitaire]**. **[Union européenne supprimer : les victimes sont majoritairement des civils, femmes et enfants]**. La violence spécifiquement dirigée contre les femmes, comme le viol **[Union européenne : systématique]**, est de plus en plus fréquente, **[Saint-Siège : tout comme les déplacements forcés, les campagnes de terreur et d'intimidation psychologiques méthodiques et]**, **[Union européenne : et les grossesses forcées et les traumatismes physiques, physiologiques et mentaux qu'elles entraînent ainsi que la continuation des sévices sexuels et les risques d'exclusion sociale]** **[Union européenne/Canada/Turquie sup-**

primer : et la propagation intentionnelle du VIH/sida est devenue une arme]. **[Canada : On recrute ou enlève par ailleurs des filles dans les situations de conflits armés pour en faire notamment des combattantes, des esclaves sexuelles ou des domestiques.]** De nouveaux efforts sont entrepris au niveau international pour **[Union européenne : garantir aux victimes le respect des droits fondamentaux que leur reconnaissent le droit international et les législations nationales et leur permettre de demander réparation devant les tribunaux ainsi que pour]** poursuivre les coupables de crimes de guerre dirigés contre les femmes, **[Canada supprimer : lever leur immunité]** **[Canada : mettre fin à l'impunité dont ils jouissent,]** **[Canada supprimer : et]** **[Canada : faire du viol systématique un crime de guerre et]** indemniser les victimes. **[Union européenne : Les femmes sont souvent considérées comme les principales victimes des conflits armés mais elles participent également activement au règlement des conflits ainsi qu'au relèvement des sociétés civiles en période d'après-conflit. Les conflits sont liés à un autre phénomène, la surreprésentation des femmes, dans les populations de réfugiés et de personnes déplacées.]**

40. **[Union européenne/Canada supprimer : La violence à l'égard des femmes, sous toutes ses formes, est mieux comprise, mieux connue du public et fait l'objet de différentes mesures juridiques et initiatives concrètes. De nombreux réseaux de femmes continuent de militer pour qu'il soit mis fin à la violence conjugale et que les autorités nationales soient tenues responsables de la défense et de la promotion des droits fondamentaux des femmes.]** **[Canada : La violence à l'égard des femmes, sous toutes ses formes, est mieux comprise, mieux connue du public et fait l'objet de différentes mesures juridiques et initiatives concrètes. De nombreux réseaux de femmes, gouvernements et organisations internationales continuent de militer pour qu'il soit mis fin à toutes les formes de violence contre les femmes et les filles. On s'accorde de plus en plus à penser que les autorités nationales doivent être tenues responsables de la défense et de la promotion des droits fondamentaux des femmes. Certaines ONG insistent en particulier pour que les gouvernements reconnaissent toutes les formes de violence à l'égard des femmes et agissent avec la diligence voulue pour prévenir de tels actes, enquêter sur ces actes et les punir.]**

41. **[Canada supprimer :** L'évolution du contexte dans lequel s'inscrivent les relations entre hommes et femmes et le débat sur l'égalité entre les sexes et les droits en matière de **[Union européenne : sexualité et de]** procréation ont conduit à réévaluer le rôle de la femme et de l'homme, ce qui a encouragé le débat sur le rôle et les responsabilités que doivent assumer hommes et femmes dans l'avancée vers l'égalité entre les sexes et sur la nécessité de **[Union européenne supprimer :** mettre fin aux stéréotypes relatifs au rôle et à l'identité des hommes et des femmes]) **[Union européenne : modifier le rôle et l'identité qui leur sont traditionnellement reconnus.] [Union européenne :** Dans certains pays, on a pris conscience de l'importance que revêtent une représentation équilibrée des hommes et des femmes à la fois sur le marché du travail et dans la vie professionnelle et la participation active des hommes à la lutte pour l'égalité entre les sexes du point de vue du changement social.] **[Canada :** Avec l'évolution de la conception des relations entre hommes et femmes et au vu des engagements que les gouvernements ont pris à la Conférence internationale sur la population et le développement ainsi qu'à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes de promouvoir et défendre l'égalité et l'équité entre les sexes ainsi que les droits fondamentaux des femmes, notamment leurs droits en matière de sexualité et de procréation, il est devenu manifeste que l'établissement de l'égalité doit être le fruit d'une collaboration entre les deux sexes; hommes et femmes sont de plus en plus nombreux à se poser des questions et les travaux de recherche sur le rôle respectif des deux sexes et les caractéristiques qui leur sont propres se multiplient. Cet état de choses a encore stimulé le débat sur la nécessité d'examiner la situation et la position des hommes comme des femmes dans la lutte pour l'égalité. La prise de conscience de la façon dont les déséquilibres s'instaurent et se perpétuent a considérablement éclairé la question de savoir comment concevoir des politiques, programmes et projets qui s'attaquent aux causes profondes de la discrimination fondée sur le sexe.]

[Canada nouveau 41 bis : Il est de plus en plus évident qu'on ne parviendra pas à établir l'égalité entre les sexes par le simple jeu des institutions. Et l'éducation constitue certainement l'un des meilleurs moyens d'accroître le pouvoir d'action des femmes.]

IV. Mesures et initiatives prises pour surmonter les obstacles qui s'opposent à l'application complète et rapide de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing

[Il sera question dans l'introduction de la nécessité de prendre des mesures à différents niveaux déterminants; le texte exact doit être présenté par les délégués]

42. Compte tenu des progrès accomplis dans l'application du Programme d'action cinq ans après la Conférence de Beijing ainsi que des difficultés qui entravent sa pleine réalisation, les gouvernements s'engagent à prendre de nouvelles mesures et initiatives afin de surmonter les obstacles et de relever les défis. En prenant des mesures supplémentaires pour atteindre les objectifs définis dans le Programme d'action, ils conviennent que le plein exercice par les femmes et les filles de leurs libertés et droits fondamentaux est une condition *sine qua non* pour atteindre les objectifs de l'égalité entre les sexes, du développement et de la paix au XXI^e siècle.

43. Les organismes des Nations Unies et les institutions issues des accords de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce, d'autres organisations intergouvernementales internationales et régionales, les parlements et la société civile, y compris le secteur privé et les organisations non gouvernementales, sont invités à appuyer les efforts des gouvernements et à élaborer leurs propres programmes complémentaires afin de parvenir à une application intégrale et efficace du Programme d'action.

44. L'égalité entre les sexes suppose l'égalité des droits, des responsabilités et des chances entre hommes et femmes, garçons et filles. Les intérêts, préoccupations, expériences et priorités des femmes comme des hommes doivent donc être pleinement pris en compte lors de la conception, de l'application, du suivi et de l'évaluation de toute mesure touchant au développement de la société.

45. En adoptant le Programme d'action, les gouvernements et la communauté internationale ont défini d'un commun accord des priorités de développement reposant sur le principe de l'égalité entre les sexes. Ils ont en outre, déterminé que le développement humain

durable pour toutes les sociétés n'était réalisable que lorsque les femmes participaient à part entière et dans des conditions d'égalité à l'élaboration et à l'application des politiques et en tiraient des avantages.

46. Les efforts déployés pour garantir la participation des femmes au développement, axés initialement sur leur situation et leurs besoins fondamentaux, s'orientent dorénavant vers une approche plus globale et systématique fondée sur le respect des droits et des relations d'égalité entre les hommes et les femmes. Les tendances récentes que constituent la mondialisation, la libéralisation, la privatisation et la diffusion des technologies de l'information et de la communication risquent d'entraver ces efforts. Il conviendrait de formuler des politiques et des programmes de développement humain durable qui permettent d'assurer aux femmes des moyens de subsistance durables, de mettre en place sur le marché du travail des filets de sécurité à leur intention et de lutter contre la recrudescence de la pauvreté dont les femmes sont les premières victimes. Il faudrait adopter pour les politiques et les institutions à l'échelon macroéconomique une perspective sexospécifique afin que les richesses tirées des nouvelles activités économiques soient partagées équitablement. La jouissance du droit à la santé et à la protection sociale et l'accès aux services sociaux sont de plus en plus compromis, en particulier pour les personnes contaminées par le VIH ou atteintes du SIDA ainsi que pour les femmes âgées, dont la proportion au sein de la population s'accroît.

47. Étant donné que la population féminine mondiale est majoritairement constituée de petites exploitantes agricoles tributaires des ressources environnementales, il est nécessaire de prendre en considération le savoir et les priorités des femmes dans l'élaboration des mesures de conservation et de gestion de ces ressources. De nouvelles approches et infrastructures sont indispensables si l'on veut faire face comme il convient aux catastrophes naturelles et aux situations d'urgence qui menacent l'environnement, les moyens de subsistance et la survie même des populations. Les gouvernements attendent des organismes des Nations Unies, des ONG, du secteur privé et des organisations concernées de la société civile qu'ils fassent preuve d'une volonté politique résolue et qu'ils s'engagent à favoriser les investissements directs dans ces domaines d'importance cruciale en vue de réaliser l'objectif du développement humain.

48. Maintenir la paix et la sécurité internationales, assurer la justice sociale et le respect des droits de l'homme et promouvoir l'amélioration du niveau de vie sont les principaux objectifs des gouvernements et de la communauté internationale. On ne peut atteindre une paix universelle et durable sans la participation pleine et entière des femmes aux processus de paix tant aux niveaux national qu'international, notamment en ce qui concerne la prise de décision. La prise en compte de la situation des femmes doit faire partie intégrante de toute action menée pour régler les conflits ainsi que de la conception, de l'application, du suivi et de l'évaluation de l'ensemble des mesures prises dans tous les domaines relatifs à la consolidation de la paix.

49. L'adoption et l'application, dans tous les domaines, de politiques globales, intégrées et évolutives accordant une place déterminante à l'égalité entre les sexes ne peut se faire sans volonté et engagement politiques. Les politiques adoptées doivent comprendre des objectifs et des stratégies portant sur les intérêts, la contribution, les droits et les besoins des femmes et des hommes et garantir l'égalité des chances et des choix. Des politiques volontaristes visant à accroître les compétences sont indispensables si l'on veut créer un espace dans lequel les femmes peuvent revendiquer leur part des ressources économiques et autres ressources essentielles, tirer parti des services et des institutions existants et participer à la prise de décisions et à la gestion. Le processus de prise de décisions exige un partenariat entre les hommes et les femmes à tous les niveaux. Les hommes doivent participer activement à tous les efforts faits pour atteindre les objectifs du Programme d'action.

50. L'instauration d'un cadre législatif non discriminatoire et tenant compte de la situation des femmes garantit l'égalité *de jure* entre les sexes et crée un contexte favorable au plein exercice par les femmes de leurs droits fondamentaux. L'égalité devant la loi, l'existence de sanctions appropriées en cas de violation, la connaissance des droits, l'accès aux ressources et la mise en place d'un système de maintien de l'ordre et d'un appareil judiciaire adéquats permettront d'accélérer la réalisation de l'égalité entre les sexes. Il importe d'introduire dans les réformes législatives auxquelles la mondialisation, les privatisations et la libéralisation donnent actuellement lieu, de nouvelles dispositions réglementaires qui garantissent l'égalité des droits et des chances économiques. Cela revêt une importance toute particulière dans les domaines de la

protection sociale, de la propriété foncière et de la transmission des patrimoines.

51. La violence à l'égard des femmes constitue un obstacle considérable à la réalisation de l'égalité entre les sexes, au développement et à la paix et elle est devenue une préoccupation majeure dans le domaine du respect des droits fondamentaux. Il est indispensable de prendre des mesures pour éliminer la violence à l'égard des femmes aux niveaux des foyers, des pays et de la communauté internationale. Les conflits armés et les situations d'urgence mettent gravement en danger la vie des femmes et des enfants. C'est la raison pour laquelle il importe d'adopter et d'appliquer aux échelons national et international des législations permettant d'éliminer la violence à l'égard des femmes lors des conflits armés. L'existence d'instruments internationaux, les négociations et les échanges de vues en cours entre pays visant à réduire le nombre de conflits armés et leur portée et à prévenir les actes de violence sexuelle, y compris le viol, contribuent à l'instauration d'un climat favorable à la réalisation de l'égalité entre les sexes, au développement et à la paix.

52. L'existence de solides mécanismes nationaux de promotion de la femme favorise l'action politique au plus haut niveau et la tenue de débats publics ouverts sur l'égalité entre les sexes en tant qu'objectif social ainsi que la mise au point de programmes d'action. Les mécanismes facilitent l'élaboration et l'adoption de politiques, de lois, de programmes et d'activités de renforcement des capacités des femmes de nature à favoriser leur émancipation. Ils renforcent également les structures et les dispositifs institutionnels qui ont été mis en place à tous les niveaux et dans tous les secteurs de l'administration aux fins de promouvoir l'égalité entre les sexes grâce à la prise en compte des spécificités par les administrations publiques. Il est essentiel de procéder à des réformes si l'on veut relever les défis posés par un monde en pleine mutation et garantir ainsi aux femmes un accès égal à toutes les institutions officielles telles que les banques, les syndicats, les organismes de crédit et les systèmes de prestations de soins de santé. L'évolution des institutions constitue un aspect stratégique et important de la création d'un environnement propice à la mise en oeuvre du Programme d'action.

53. L'appui aux programmes permettant d'accroître les chances, les possibilités et les activités des femmes doit intervenir à deux niveaux : élaboration de programmes visant à répondre tout particulièrement aux

besoins des femmes en matière de renforcement des capacités, d'autonomisation et de développement institutionnel; et application d'une approche d'intégration des femmes dans la formulation et la mise en oeuvre des programmes. Il est particulièrement important, compte tenu des nouveaux défis à relever et tendances qui se dégagent, d'orienter différemment les programmes. La participation et la contribution des femmes aux programmes destinés à faire régner la paix devraient être encouragées.

54. Pour que la mise en oeuvre du Programme d'action soit efficace et bien coordonnée, il faut disposer de connaissances précises sur la situation des femmes et des filles, définir des échéances et mettre en place des mécanismes de suivi des progrès réalisés. Il faut également renforcer les capacités de toutes les parties prenantes, accroître la transparence et faire en sorte qu'il soit mieux rendu compte de l'action entreprise pour réaliser ces objectifs.

55. Pour réaliser les objectifs de l'égalité entre les sexes, de l'aide au développement et de la paix aux échelons national et international, il faudra non seulement allouer des ressources financières et humaines aux fins de l'exécution d'activités spécifiques et bien ciblées mais aussi prendre en compte ces objectifs dans toutes les décisions budgétaires aux niveaux national et international.

Mesures à prendre au niveau national

56. Les gouvernements devraient :

a) Encourager la définition d'objectifs précis et assortis de délais pour garantir une participation équitable des femmes et des hommes à la vie publique à tous les niveaux, et en particulier à la prise de décisions et à toutes les activités politiques, y compris les élections;

b) Adopter des objectifs précis assortis de dates limites afin de permettre aux femmes d'avoir pleinement accès, sur un pied d'égalité avec les hommes, aux niveaux hiérarchiques investis d'un pouvoir de décision dans des institutions d'importance stratégique ou traitant de développement, y compris les ministères des finances et du plan, de l'agriculture, de l'éducation, de la santé, de l'environnement, etc.;

c) Fixer, dans le cadre des processus de décentralisation à l'oeuvre dans de nombreux pays, des quotas de sièges réservés aux femmes dans les organismes locaux de développement afin de favoriser leur participation;

d) Faire de l'égalité en matière d'éducation et de scolarisation des filles jusqu'à la fin du cycle primaire une priorité de leur politique d'éducation;

e) Adopter des politiques visant à porter le taux de scolarisation des filles dans les cycles primaire et secondaire au niveau de celui des garçons d'ici à 2005 et à garantir l'accès universel des garçons et des filles à l'enseignement primaire d'ici à 2015, comme préconisé lors de plusieurs conférences mondiales;

f) Continuer à appliquer pleinement les plans d'action nationaux qu'ils ont élaborés sur la base du Programme d'action formulé lors de l'examen de la suite donnée à la quatrième Conférence sur les femmes ainsi que les instruments internationaux en vigueur, notamment ceux relatifs aux droits fondamentaux qui présentent un intérêt particulier pour les femmes;

g) Supprimer toute législation discriminatoire d'ici à 2005;

h) Instaurer et maintenir un contexte juridique non discriminatoire tenant compte de la situation des femmes et combler les lacunes juridiques qui font que certains des droits des femmes et des filles ne sont pas protégés;

i) Faire en sorte que la législation existante et future soit compatible avec la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et en respecter toutes les dispositions;

j) Adopter, à l'intention du secteur privé et des établissements d'enseignement, des mesures qui les encouragent et les aident à mieux appliquer les lois antidiscriminatoires concernant les femmes;

k) Élaborer et appliquer des lois interdisant les pratiques coutumières ou traditionnelles constituant des violations des droits fondamentaux de la femme et représentant un obstacle au plein exercice par les femmes de leurs droits et de leurs libertés fondamentales;

l) Traiter toutes les formes de violence à l'égard des femmes comme des atteintes à l'ordre public punies par la loi;

m) Créer des tribunaux des affaires familiales et adopter des lois pour le règlement des affaires criminelles touchant la violence au foyer;

n) Adopter dans tous les États des lois efficaces pour protéger les femmes de la violence et harmoniser toutes les lois afin de garantir que les victimes de violences en soient mises à l'abri définitivement;

o) Intégrer dans le droit national des dispositions conformes à la Convention sur la diversité biologique et tendant à protéger le savoir, les innovations et les pratiques des femmes autochtones et des communautés locales en matière de médecine traditionnelle, de diversité biologique et de techniques locales;

p) Inclure des services de santé mentale dans les systèmes de soins de santé primaires et former le personnel de santé à repérer les femmes et les filles de tout âge qui ont subi quelque forme que ce soit de violence en raison de leur sexe et à les soigner;

q) Examiner et remanier la législation sanitaire en vue de mieux prendre en compte les nouveaux besoins des femmes et des filles en matière de services et de soins créés par la pandémie de VIH/sida ainsi que les connaissances nouvelles concernant les programmes spécifiques de santé mentale et d'hygiène du travail et liés au vieillissement qu'il importe d'offrir aux femmes;

r) Prendre en compte l'objectif de l'égalité entre les sexes lorsqu'ils établissent leur budget;

s) Allouer des ressources budgétaires aux programmes visant à promouvoir l'égalité entre les sexes;

t) Ouvrir dans les budgets nationaux des crédits exclusivement destinés aux programmes de développement à l'intention des femmes;

u) Créer à l'intention des femmes pauvres des régimes de protection sociale qui tiennent compte des incertitudes et des conditions de travail liées à la mondialisation;

v) Faire en sorte que les processus nationaux de réforme administrative et législative en matière de propriété foncière, de décentralisation et de réorientation vers une économie de marché placent les femmes à égalité de droits avec les hommes pour ce qui est de l'accès aux ressources économiques, et notamment au crédit, à la propriété et au contrôle des biens fonciers et autres;

w) Charger de nouveaux mécanismes institutionnels de travailler de concert avec les mécanismes nationaux et organisations non gouvernementales de manière à renforcer l'appui de la société à la réalisation de l'égalité entre les sexes, ou appuyer les mécanismes existants;

x) Instituer des commissions sur l'égalité des chances qui soient efficaces;

y) Faire en sorte que toutes les politiques et stratégies d'information tiennent compte de la situation des femmes;

z) Allouer suffisamment de ressources budgétaires aux mécanismes nationaux de promotion de la femme pour qu'ils puissent s'acquitter de leur mandat;

aa) Fournir aux instituts de statistique nationaux l'appui institutionnel et financier qui leur permettrait de penser leurs services en fonction de la demande et de fournir des données ventilées par sexe et par tranche d'âge destinées à servir à la formulation d'indicateurs statistiques sexospécifiques aux fins de suivi et d'études d'impact;

bb) Mettre en place les capacités nationales permettant de faire réaliser par les universités et les instituts nationaux de recherche et de formation des enquêtes et des études d'impact et de réunir ainsi les connaissances nécessaires à la définition des grandes orientations politiques;

cc) Publier périodiquement des statistiques relatives à la criminalité de manière à rendre plus transparente l'application des lois protégeant les droits des femmes et à mieux suivre l'évolution de la situation dans ce domaine;

dd) Prendre d'ici à 2005 des mesures pour limiter l'accès aux armes.

57. Les gouvernements et les organisations non gouvernementales devraient :

a) Encourager l'instauration de partenariats entre les ONG, les organisations locales et les dirigeants traditionnels, communautaires et religieux aux fins de la protection et de la promotion des droits fondamentaux des femmes;

b) Réexaminer les projets de réforme du secteur de la santé et leur impact sur la santé des femmes, notamment sur la prestation de soins médicaux aux femmes pauvres des zones rurales et urbaines, et faire

en sorte que toutes les femmes aient pleinement accès aux services sanitaires au même titre que les hommes;

c) Réorienter l'information, les services et la formation destinés aux agents sanitaires de manière à les sensibiliser aux problèmes liés au sexisme, aux attentes des utilisatrices en matière de communication interpersonnelle et à leur droit au respect de la vie privée et à la confidentialité;

d) Établir et mettre en application des instruments et des indicateurs d'ordre pratique concernant la prise en compte des sexospécificités, sous forme notamment d'études, de statistiques et d'informations sur les problèmes liés aux sexospécificités.

58. Les gouvernements, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les acteurs concernés de la société civile devraient :

a) Constituer des réseaux institutionnels de promotion des femmes qui favorisent le bon déroulement de leur carrière;

b) Aider les femmes occupant des postes de responsabilité à servir de modèles aux autres femmes et à s'en faire les porte-parole et dresser des listes nationales de femmes ayant l'étoffe de dirigeantes;

c) Concevoir des politiques appuyant l'exercice par les femmes de tous leurs droits fondamentaux et créer un environnement où les violations des droits des femmes et des filles ne soient pas tolérées.

Mesures à prendre au niveau international

59. L'Organisation des Nations Unies, y compris les commissions régionales, les organismes des Nations Unies, les organisations internationales et régionales devraient :

a) Aider les gouvernements à mettre au point un programme d'appui intégré visant les 12 domaines critiques recensés dans le Programme d'action;

b) Allouer des ressources aux programmes menés aux échelons régional et national dans les domaines susmentionnés;

c) Aider les organisations non gouvernementales féminines à fournir des services, afin de rendre les gouvernements mieux à même de tenir les engagements

pris lors de la Conférence internationale sur la population et le développement et de la Conférence d'examen cinq ans plus tard en ce qui concerne l'accès à des soins de santé de bonne qualité et abordables, y compris pour ce qui est de la santé en matière de reproduction et de l'hygiène sexuelle, de l'information et des services concernant la planification familiale et des soins obstétricaux essentiels et maternels.

60. Les organismes des Nations Unies, les institutions issues des accords de Bretton Woods et les organisations non gouvernementales devraient :

a) Aider les gouvernements à mettre au point des interventions sexospécifiques en réponse aux crises humanitaires causées par des conflits armés, des catastrophes naturelles ou par la dégradation de l'environnement;

b) Assurer une pleine participation des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, aux activités de reconstruction durable;

c) Appuyer les travaux des tribunaux internationaux, notamment en ce qui concerne les problèmes liés au sexe;

d) Appuyer les activités de réseaux de femmes qui s'emploient à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes;

e) Faire en sorte que tous les intervenants soient tenus responsables de la protection et de la promotion des droits fondamentaux des femmes;

f) Lancer, d'ici à la fin de 2001, une campagne internationale en faveur de l'élimination de toute tolérance en matière de violence à l'égard des femmes.

61. Les organismes des Nations Unies devraient :

a) Réunir, d'ici à la fin de 2001, un groupe de travail international chargé de créer un consensus entre les pays sur des indicateurs communs concernant les divers types de violence et sur les façons de mesurer la violence;

b) Atteindre l'objectif de 50 % de femmes à tous les postes de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures, notamment aux niveaux les plus élevés de leur secrétariat, ainsi que parmi les consultants recrutés pour les missions de maintien de la paix, ou pour toute autre activité, et faire rapport à ce sujet;

c) Mettre en place dans les domaines du recrutement et de la promotion des activités spéciales, des mesures et des programmes d'accès à la parité pour leurs fonctionnaires femmes, développer ces activités, mesures et programmes et en assurer le suivi jusqu'à ce que leur but soit atteint.

Mesures à prendre aux niveaux national et international

62. Les gouvernements et les organisations internationales, notamment les organismes des Nations Unies, devraient :

a) Élaborer des programmes concrets comportant des objectifs à atteindre dans des délais donnés et des critères permettant de mesurer les progrès réalisés;

b) Renforcer la coopération internationale et mener des efforts plus suivis au niveau national en ce qui concerne la collecte de données exactes et la mise au point d'indicateurs sur la violence à l'égard des femmes, notamment les travailleuses migrantes;

c) Promouvoir la coopération internationale afin d'aider les pays à effectuer des analyses et des études statistiques sur les problèmes relatifs aux sexospécificités et à en exploiter les résultats;

d) Appuyer ou mener des évaluations et des études analytiques sur l'impact des mesures prises en faveur de l'égalité entre les sexes;

e) Améliorer la collecte d'informations détaillées sur les femmes, notamment le VIH/sida, tout au long de leur vie, et de données ventilées par sexe et par âge;

f) Promouvoir la modification des programmes de formation des fonctionnaires de manière qu'ils tiennent compte de l'objectif de l'égalité entre les sexes et veiller à l'application des nouveaux programmes;

g) Faire en sorte que les femmes participent à la prise de décisions à tous les niveaux, notamment à titre d'envoyées spéciales et de représentantes spéciales;

h) Porter à au moins 30 ou 35 % la proportion de femmes dans les forces de police civile et dans l'armée, notamment au niveau où sont prises les décisions;

i) Prendre davantage de mesures, législatives et autres, pour éliminer la violence à l'égard des filles, et en particulier l'exploitation sexuelle et économique, la prostitution, la pornographie infantine, le trafic d'enfants et les pratiques traditionnelles nocives telles que la mutilation génitale;

j) Traduire en justice les personnes coupables de violence à l'égard des femmes ou des filles et les condamner à une peine appropriée;

k) Faire mieux connaître les recours contre le déni ou la violation des droits, y compris ceux offerts par des tribunaux efficaces et tenant compte de la situation des femmes, par des organismes de médiation ou de conciliation, par des institutions indépendantes de défense des droits fondamentaux ayant expressément pour vocation de veiller au respect des droits de la femme et par des procédures internationales judiciaires et quasi-judiciaires du type de celles prévues au titre du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et en faciliter l'usage;

l) Ne plus jamais laisser impunies les violations de droits de l'homme et les atteintes au droit humanitaire, grâce à une stricte application des normes pertinentes, particulièrement dans le cas du personnel militaire et notamment dans celui des forces de maintien de la paix;

m) Encourager la ratification universelle, d'ici à 2005, du Statut de Rome portant création de la Cour pénale internationale et favoriser l'élaboration, aux termes du Statut, d'un règlement qui tienne compte des problèmes des femmes;

n) Assurer l'éducation et la formation de tous ceux qui sont en rapport avec des victimes de la violence;

o) Créer, d'ici à la fin de 2001, une base de données statistiques adéquate et un centre de diffusion de l'information sur les pratiques efficaces et les enseignements tirés en ce qui concerne l'élimination des différentes formes de violence à l'égard des femmes;

p) Entreprendre une analyse des effets des mesures prises pour lutter contre la violence à l'égard des femmes;

q) Veiller, en collaboration avec les partenaires du secteur privé et les médias nationaux, à ce que les questions relatives à l'égalité d'accès des hommes et

des femmes soient prises en compte, notamment dans les domaines des technologies de l'information et de la communication;

r) Lancer des programmes permettant de renforcer les capacités des organisations féminines non gouvernementales et autres d'utiliser les nouvelles technologies de l'information et de la communication dans leurs activités de développement;

s) Accélérer la mise en oeuvre de l'Initiative 20/20;

t) Inciter les pays développés à atteindre l'objectif de 0,7 % de leur produit national brut (PNB) pour l'aide publique au développement afin d'augmenter la masse des ressources permettant d'agir en faveur de l'égalité des sexes, du développement et de la paix;

u) Adopter, lors de l'Assemblée du millénaire, en septembre 2000, une stratégie mondiale d'élimination de la pauvreté qui fasse une large place à la situation des femmes;

v) Créer des fonds pour le développement social afin de réduire au minimum les effets indésirables des programmes d'ajustement structurel et de la libéralisation du commerce sur les femmes et le fardeau disproportionné qui pèse sur les femmes pauvres;

w) Appuyer l'initiative de Cologne en faveur de l'allègement de la dette, et notamment l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés et la disposition selon laquelle l'argent économisé devrait être investi dans les programmes de lutte contre la pauvreté qui prennent en compte des dimensions sexospécifiques;

x) Créer des formules de crédit assorties de formalités simplifiées et reposant sur des garanties adaptées aux besoins des femmes en matière d'épargne et de crédit;

63. Les gouvernements, les organisations internationales, y compris les organismes des Nations Unies, et les entités pertinentes de la société civile devraient :

a) Créer des partenariats en faveur de l'égalité entre les sexes entre les gouvernements, les organisations internationales, les ONG, le secteur privé, la société civile et les hommes et les femmes;

b) Renforcer les capacités de tous les protagonistes chargés de faire progresser l'égalité entre les

sexes, notamment en leur dispensant une formation aux problèmes relatifs aux sexospécificités;

c) Élaborer des politiques à l'intention des hommes, et en particulier des hommes jeunes, visant à faire évoluer les mentalités et les comportements concernant le rôle et les responsabilités de l'homme et de la femme;

d) Intensifier les campagnes de sensibilisation aux problèmes relatifs aux sexospécificités et mieux familiariser les hommes et les femmes à ces problèmes de manière à lutter contre la persistance des stéréotypes traditionnels;

e) Fournir des informations et dispenser une éducation et une formation aux femmes et aux filles concernant les biens et services publics et leur permettre d'accéder à ces derniers au même titre que les hommes;

f) Concevoir et appliquer des programmes qui permettent aux hommes et aux femmes de concilier responsabilités familiales et professionnelles;

g) Appliquer des mesures correctives afin de donner aux femmes des chances égales d'accès aux programmes de formation et de favoriser la participation des femmes à tous les niveaux du processus de prise des décisions, y compris en matière de planification, de gestion et de direction des programmes de lutte contre la pauvreté, de protection de la santé publique, de défense de l'environnement et de gestion des ressources;

h) Mener à l'intention des femmes adultes qui n'ont pas d'instruction des campagnes d'alphabétisation massives qui mettent en oeuvre tous les moyens technologiques modernes disponibles et consolider les connaissances que ces femmes ont acquises au moyen d'une formation de soutien, l'objectif étant de réduire de moitié au moins, d'ici à 2005, le taux d'analphabétisme des femmes enregistré en 2000;

i) S'interroger sur les causes de la baisse du taux de scolarisation des filles et des garçons dans les établissements primaires et secondaires de certains pays ainsi que sur celles de l'augmentation dans de nombreuses parties du monde du nombre de femmes fréquentant un établissement d'enseignement supérieur et sur les conséquences de ces phénomènes;

j) Faire en sorte que les renseignements et les connaissances concernant l'application des droits de

l'homme et des normes du droit humanitaire soient largement diffusés;

k) Faciliter la création d'alliances entre les pouvoirs publics, les parlements, les autorités judiciaires et les groupes de défense des droits des femmes afin de garantir la bonne application des lois antidiscriminatoires à l'égard de ces dernières;

l) Encourager les médias à soutenir activement la réalisation de l'objectif de l'égalité entre les sexes;

m) Adopter ou élaborer plus avant des codes de conduite et des directives professionnelles et d'autoréglementation à l'intention des médias et de l'industrie de l'information pour que les femmes bénéficient de l'égalité d'accès et de chances en matière d'information en tant que productrices et consommatrices d'informations;

n) Prendre des mesures pour encourager les médias y compris par l'entremise d'Internet, à cesser de donner une image stéréotypée des femmes et des filles et à supprimer la commercialisation du sexe et de la violence à l'égard des femmes et des filles;

o) Mettre au point des programmes encourageant les femmes à produire, obtenir et diffuser des informations, y compris en leur donnant accès aux nouvelles technologies de l'information comme Internet et en leur permettant de les utiliser;

p) Faire en sorte que les journalistes et les spécialistes des médias, les associations de médias, les établissements d'enseignement et de formation donnent des femmes une image neutre et non stéréotypée;

q) Mener des campagnes radiophoniques et publicitaires soulignant l'égale importance des filles et des garçons dans la société;

r) Étudier le rôle que les nouvelles technologies de l'information peuvent jouer pour faire progresser l'égalité entre les sexes;

s) Permettre aux organisations de femmes d'accéder à des technologies grâce auxquelles elles puissent constituer des réseaux et en assurer le fonctionnement et obtenir et échanger des informations;

t) Appuyer les efforts menés par les organisations non gouvernementales pour mettre au point, au niveau local, des stratégies pour la protection des femmes de tous âges contre le VIH/sida et autres maladies sexuellement transmissibles; offrir des soins aux filles,

aux femmes et aux familles contaminées et mobiliser tous les secteurs de la collectivité;

u) Mettre en place des dispositifs d'aide aux femmes et aux filles atteintes du VIH/sida, y compris en ce qui concerne l'accès aux médicaments, au logement et à un suivi médical approprié;

v) Décourager, notamment par des campagnes de presse, les coutumes et pratiques traditionnelles telles que le mariage précoce, la polygamie et la mutilation génitale féminine qui accroissent la vulnérabilité des femmes et des filles à l'infection par le VIH et à d'autres maladies sexuellement transmissibles;

w) Étendre l'application du droit du travail national et international aux emplois non réguliers –sous-traitance, travail à temps partiel, emploi dans le secteur non structuré –, qui sont un sous-produit de la mondialisation et qui échappent à la protection assurée par le droit du travail telle qu'habituellement conçue;

x) Réorienter les services de vulgarisation agricole, y compris le crédit, afin de mieux répondre aux besoins des agricultrices et de renforcer le rôle crucial que jouent les femmes dans la sécurité alimentaire;

y) Adopter des mesures spéciales visant à améliorer la situation des femmes des campagnes et leur donner les moyens d'assurer la sécurité socioéconomique de leurs foyers;

z) Soutenir le rôle d'intermédiaire joué par les ONG qui mettent les établissements financiers en rapport avec les femmes défavorisées des zones rurales et urbaines;

aa) Soutenir la capacité des ONG féminines de mobiliser des ressources pour assurer le maintien de leurs activités de développement;

bb) Entreprendre des études sur les tendances récentes qui introduisent de nouvelles disparités selon le sexe, telles que les migrations féminines et leurs incidences sur les membres d'un foyer et l'économie, et les nouvelles conditions d'emploi et leurs effets sur la distribution des rôles et les relations entre les sexes;

cc) Faire participer davantage de femmes aux négociations menées pour régler des conflits ou pour rétablir ou consolider la paix;

dd) Offrir aux filles des possibilités de formation permettant de développer leurs qualités de dirigeantes, de militantes et de médiatrices de conflits;

ee) Veiller à ce que les différences d'impact qu'ont les conflits armés sur les femmes et les hommes soient bien comprises et prises en considération grâce à la diffusion d'informations et à des campagnes de sensibilisation du public;

ff) Concevoir et mettre en place des programmes novateurs pour sensibiliser toute la société, en particulier les enfants, à l'importance du règlement des conflits sans recourir à la violence;

gg) Améliorer les mécanismes destinés à permettre aux réfugiés, en particulier aux femmes et aux filles, d'avoir accès à l'éducation et aux services de santé et en développer d'autres;

hh) Appuyer le rôle crucial joué par les ONG féminines dans la mise en oeuvre d'Action 21 et dans l'intégration de la problématique hommes-femmes dans la conception et le fonctionnement de mécanismes, programmes et dispositifs de gestion des ressources et de protection de l'environnement.